



LE FAIT RELIGIEUX DANS LA GEOPOLITIQUE DU SOUDAN

**Mémoire de géopolitique
du capitaine de frégate Denis Bertrand
dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique et Religions »**

Directeur : M. Aymeric Chauprade
Chercheur en Science Politique
Université de Paris V - René Descartes

8 avril 2002

Le fait religieux dans la géopolitique du Soudan.

Sommaire

PREMIERE PARTIE

REPERES GEOGRAPHIQUES

Trois ensembles géographiques

Les Soudanais : diversité et particularismes

DEUXIEME PARTIE :

UNE HISTOIRE FAÇONNEE PAR LES RELIGIONS

De l'antiquité à la conquête musulmane

De la conquête musulmane à l'indépendance

Le Soudan contemporain

TROISIEME PARTIE :

LE FAIT RELIGIEUX INDISSOCIABLE DE LA GEOPOLITIQUE SOUDANAISE

L'identité soudanaise

Les affaires intérieures

L'économie

Les relations étrangères

INTRODUCTION

Le 1^{er} octobre 2000, Jean Paul II prononce la canonisation de Joséphine Bakhita qui devient la première sainte soudanaise. Autant qu'une démarche spirituelle interne à l'église catholique, cette sanctification est un signe fort de soutien à la communauté chrétienne soudanaise en proie, presque continûment depuis l'accession du Soudan à l'indépendance, à une dure répression

Le plus grand pays d'Afrique, trait d'union du monde arabe et de l'Afrique noire, est en effet le théâtre d'un affrontement Nord-Sud qui en moins de cinquante ans, a ruiné le pays et fait des millions de mort. Terre de contraste et de passion, le Soudan voit les sables du désert rencontrer les montagnes luxuriantes de l'Afrique, le monde arabe cohabiter avec les ethnies noires des régions équatoriennes, l'Islam venir à la rencontre de tribus chrétiennes et animistes. La géopolitique soudanaise ne peut donc être monocausale et il est généralement convenu qu'elle est la résultante de facteurs culturels, ethniques, économiques et religieux qu'il est tentant de placer sur un pied d'égalité.

Ce serait oublier la très longue et très riche histoire du Soudan qui met en évidence la primauté du fait religieux parmi les déterminants soudanais : chacun joue, en effet, un rôle parfois de premier plan, mais tous ont été influencés si ce n'est créés par la poussée islamique le long de la vallée du Nil.

Comme l'eau donne à l'argile la souplesse qui permet au potier de le travailler, le fait religieux a joué un rôle permanent et décisif dans la lente édification du Soudan : ignorer les autres serait une faute mais le sous-estimer, une erreur.

Pour nous en persuader, nous étudierons tout d'abord la géographie du Soudan puis son histoire afin de mettre en lumière, sur le temps long, combien l'Islam exerce une poussée selon l'axe du Nil qui a très largement façonné le Soudan moderne. Nous pourrons alors, en étudiant quelques aspects de la géopolitique soudanaise actuelle, voir comment, même s'il est en apparence secondaire, le fait religieux continue d'en être une donnée fondamentale.

PREMIERE PARTIE :

REPERES GEOGRAPHIQUES

La géographie contrastée du Soudan est une première clé nécessaire à la compréhension de sa géopolitique particulière. Avec ses 2 505 810 km², le Soudan est le plus vaste état d'Afrique dont il représente 8,24 % de la superficie mais seulement 4 % de la population et 2,33 % du PIB.

S'étendant sur 2 145 km du Tropique du Cancer à l'Equateur et sur 1 815 km du Lac Tchad à la Mer Rouge, le Soudan un immense patchwork où déserts, terres fertiles, marais et montagnes sont autant d'étoffes différentes cousues entre elles par le fil grossier du plus long fleuve du monde, le Nil, qui traverse le pays du Sud au Nord. Le Soudan est une pièce maîtresse du puzzle africain : là se fait la jonction du désert et de la forêt, de l'Arabie et de l'Afrique Noire, de l'Islam et des religions chrétiennes et animistes.

1.1. Trois ensembles géographiques

Ouvert au Nord sur la Libye, l'Egypte et, par eux, sur le monde méditerranéen, lié à la Péninsule Arabique via la Mer Rouge sur laquelle le Soudan à 800 km de côtes, **le tiers septentrional du pays** est désertique. C'est là que vient mourir le Sahara et que, au Nord-Est, séparé de la Mer Rouge par les hauts sommets du Djebel Hamoyet qui culminent à 2 780 m, s'étend le désert de Nubie. La vie y dépend du Nil, mince couloir oasien berceau d'antiques civilisations, et des rares averses qui font apparaître d'éphémères pâturages. C'est le domaine des tribus nomades chamelières.

Au centre s'étend une vaste zone soudano-sahélienne traversée par le Nil Blanc et ses deux grands affluents, le Nil Bleu et l'Atbara qui descendent du massif éthiopien. C'est une longue écharpe de terres argileuses à l'Est et sableuses à l'Ouest où émergent de rares massifs montagneux comme les Monts Nouba, ensemble de collines granitiques ne dépassant pas 1500 m d'altitude. Recevant 200 mm à 400 mm de pluies annuelles, le centre du pays est une zone accueillante et fertile, idéale pour l'agriculture et l'élevage. A l'Ouest, flanquant le Tchad, le Darfour voit s'élever le Djebel Marra dont les 3 088 m constituent une forteresse naturelle en vis à vis des hauts plateaux de l'Est qui marquent la frontière soudano-éthiopienne.

Dans le tiers méridional du pays s'étendent d'immenses marais traversés par le Nil Blanc. Pays de savanes inondables en saison des pluies, c'est une région difficilement pénétrable où poussent papyrus et bambous. On y trouve des pasteurs bovins nilotiques Dinka et Nuer de la cuvette du haut Nil. Comme un écrin de montagnes humides et boisées, fendu ça et là des derniers prolongements du système tectonique la Rift Valley, le Bahr al Ghazal, le Djebel Imatong et le Djebel Boma bordent le flanc sud du Soudan, en frontière de l'Ouganda, de la République Démocratique du Congo et de la République Centrafricaine. Là vivent des tribus de cultivateurs noirs de la forêt. L'élevage y est rendu impossible par la présence de la mouche Tsé-Tsé.

1.2. Routes et obstacles

1.2.1. Le Nil et les cataractes

Le Nil majestueux et vivifiant est la colonne vertébrale du Soudan qu'il rejoint en provenant des lacs Albert et Victoria. En entrant dans le pays par le sud, le plus long fleuve du monde a un régime équatorial et une allure torrentiel : c'est le Bahr al Gebel, « la rivière de la montagne ». A partir de Mongala, il s'étale en de multiples bras et se perd en marais, les Sudd. Ce n'est qu'en recevant le Bahr al Ghazal, qui draine les savanes de l'Ouest, qu'il redevient un véritable fleuve, le Nil Blanc. Remontant vers le nord dans la Gezireh, il reçoit d'autres affluents dont le Nil Bleu qui, en provenance d'Ethiopie, le rejoint à Khartoum et quintuple son débit. Le Nil serpente alors à travers le désert jusqu'en Egypte : son débit moyen y est de quatre vingt quatre milliards de mètres cubes.

Le Nil est une voie de communication et de commerce, un creuset d'échanges et de brassages humains et l'indispensable fertilisateur de contrées arides. Par lui viendront colonisateurs et guerriers qui progresseront de cataracte en cataracte.

D'Assouan à Khartoum, le Nil compte six de ces chutes d'eau qui sont autant d'obstacles, donc d'étapes, dans la remontée du fleuve par bateau. Ainsi, les cataractes sont des bornes géographiques et historiques dans l'implantation des états, des tribus ou des dynasties de la région. Le territoire du Soudan accueille les quatre dernières.

1.2.2. Les marais et la mouche Tsé-Tsé

Alimentés par le désordre du Nil et du Bahr al Ghazal dans le Sud Soudan où le grand fleuve atteint le niveau de base de son cours supérieur et se perd dans toutes les directions, les marais ont

donné leur nom à la vaste plaine des Sudd. Ce marécage géant encombré de papyrus représente 6000 km² en saison sèche. Bordé de savanes inondables, cette région difficilement pénétrable à l'étranger a toujours servi de refuge et de remparts aux tribus ou groupes rebelles.

Plus au sud, la forêt des plateaux est le domaine de la mouche Tsé-Tsé. Redoutable ennemi du bétail et des chevaux, elle renforça l'imperméabilité de la région et joua un rôle de rempart naturel contre l'envahisseur à cheval.

Le Soudan est donc une rade fermée par les montagnes et forêts, contreforts de l'Afrique noire, où le Nil se jette dans l'océan de sable du monde arabe ; une telle configuration est propice aux mascarets dont les remous sèment le désordre sur les berges. Ainsi, chaque marée de l'océan arabe musulman donne naissance à une vague qui remonte le long du Nil et se fracasse, avec dégât, sur les rochers noirs animistes et chrétiens.

1.3. Les Soudanais : diversité et particularisme

La répartition des population respecte les particularismes géographiques. On divise habituellement la population en 23 millions d'« arabo musulmans » qui occupent les deux tiers nord du pays et 6 millions d'« africains négroïdes » qui peuplent le Sud. Cette distinction, réelle, peut être nuancée¹.

1.3.1. Les peuples du Nord et du Centre

Les tribus du Nord et du Nil sont musulmanes et largement arabisées : les échanges anciens le long du fleuve puis les brassages culturels et ethniques liés à la conquête arabe et au développement de l'Islam ont donné aux peuples du Nord une homogénéité que ne connaissent pas ceux du Sud. En outre, les confréries musulmanes, essentiellement soufistes, ont largement contribué à rompre les frontières claniques : pour Christian LOCHON, « ce sont essentiellement les confréries musulmanes (Turuq Sufiyyah) qui ont contribué à ce que l'on pourrait appeler le "transtribalisme", cimentant les différentes tribus par un islam respectueux des particularismes locaux »². Les arabes soudanais représentent 49 % de la population.

¹ Les mélanges de groupes ethniques, la présence de nombreux réfugiés et la position transfrontalière des tribus rend difficile l'estimation des populations. Pour Jean-Marc BALANCIE et Arnaud de la GRANGE (*Mondes rebelles*, Michalon, 2001, p 995), les principaux groupes ethniques sont les arabes soudanais qui représentent 49 % de la population, les Dinkas 11,5 %, les Nubas 8,1 %, les Bedjas 6 %, les Nuers 5 %, les Zandés 2,7 % et les Fours 2,1 %.

² LOCHON Christian, « Soudan : l'héritage », *Géopolitique* n° 10 de juillet 1985, p. 67

Si la langue officielle du pays est l'arabe classique, la langue parlée dans le Nord est l'arabe soudanais qui s'en distingue assez nettement. Il est parlé comme langue maternelle ou seconde langue car certains groupes, bien qu'islamisés, sont restés fidèles à leur idiome comme les neuf cent cinquante mille bédjas des montagnes de la Mer Rouge, les quatre cent vingt mille haoussas de la frontière tchadienne ou les sept cent quarante mille nubien¹.

Le Centre accueille des tribus sédentaires, qui associent l'agriculture céréalière (sorgho, mil) à l'élevage du petit bétail, et des pasteurs bovins transhumants, les Baggara. Ces tribus noires sont islamisées et arabisées, ce qui n'est pas le cas des groupes sédentaires réfugiés dans les massifs montagneux : les cinq cent mille Nouba forment une étonnante mosaïque humaine qui pratique une cinquantaine de langues différentes d'une colline à l'autre et chez qui l'animisme résiste devant les poussées rivales de l'islam et du christianisme. Le Djebel Marra est la forteresse naturelle de cinq cent mille Fours, noirs islamisés, qui maintinrent jusqu'en 1916 l'indépendance du Sultan du Darfour. Autour d'eux, de nombreuses tribus noires ont préservé leur langue tout en adoptant l'Islam venu par l'Ouest.

1.3.2. Les peuples du Sud²

Issus de deux rameaux noirs, l'un purement africain (Toposa, Azande...) et l'autre nilote (Dinka principalement), ils se divisent en plus de six cents tribus qui se défient de village en village : le repère clanique l'emporte largement sur la référence ethnique. Profitant des obstacles naturels, les peuples du Sud ont résisté à l'Islam pour rester animistes, polythéistes ou se laisser christianiser.

Entre les piémonts frontaliers de l'Ouganda et les bas plateaux, des éleveurs nomades existent toujours tandis que de nombreux groupes sédentaires peuplent la dorsale Nil-Congo, cultivant manioc et céréales, la mouche Tsé-Tsé interdisant tout élevage. Dans les plaines savinicoles du Sud Soudan vivent environ deux millions de Dinkas, subdivisés en une quinzaine de sous-tribus. Comme les cinq cent mille Nuers qui occupent le même espace, ce sont des pasteurs dont la finalité est d'assurer la circulation des richesses. Autour des lacs et des rivières de la cuvette, d'autres groupes de langue luo associent culture, élevage et pêche. Au Sud, l'anglais est resté une langue

¹ Les effectifs cités sont extraits de LECLERC Jacques, « Soudan », dans *l'aménagement linguistique du monde*, Québec, TFLQ, Université Laval, 17 décembre 2001, <http://www.tflq.ulaval.ca/ca/axl/afrique/soudan.htm>, février 2002.

² Pour plus de détails sur la répartition géographique des ethnies du Sud-Soudan, on se reportera utilement à la carte dressée par Bernard LUGAN et disponible dans son Atlas historique de l'Afrique des origines à nos jours, éditions du Rocher, 2001, p. 234.

véhiculaire. Une forme d'arabe dénaturé, dit arabe sud-soudanais ou arabe de Juba, très différent de l'arabe soudanais qui n'y est pour ainsi dire pas parlé, est également utilisée de tous.

Les peuples soudanais forment donc un ensemble complexe ou l'ethnie, la religion et la langue renforcent les antagonismes ou créent d'improbables fusions. Schématiquement, ils forment deux ensembles, l'un arabo musulman (75% de la population) l'autre africain négroïde, chrétien (15% de la population, majoritairement catholiques) ou animiste (10% de la population).

DEUXIEME PARTIE :

UNE HISTOIRE FAÇONNEE PAR LES RELIGIONS

L'histoire du Soudan est rythmée depuis la plus haute antiquité par la poussée Nord-Sud des civilisations porteuses de religions : le Judaïsme, le Christianisme puis l'Islam ont emprunté cette voie.

2.1. De l'antiquité à la conquête musulmane

2.1.1. Les conquêtes de l'ancienne Egypte

Vers 2400 avant J.-C., l'Egypte ouvre à Eléphantine un « Bureau aux affaires de Nubie ». Un siècle plus tard, l'égyptien Hirkhouf passe par le Pays de Kouch¹ pour atteindre les « terres de Yam » et engager des archers nubiens. Puis, l'expansionnisme égyptien se heurtant au désert à l'est comme à l'ouest, c'est tout naturellement qu'il se dirige vers le Sud en remontant le Nil. Les richesses du Soudan prometteur d'ivoire et d'or attirent la convoitise des pharaons de l'ancien empire, sous la VI^{ème} dynastie, qui s'aventurent au-delà de la première cataracte (vers 2100 av. J.-C.). La deuxième cataracte sera atteinte au moyen empire (vers 1900 av. J.-C.) puis la troisième et la quatrième par Touthmosis III sous le nouvel empire (vers 1470 av. J.-C.). Les échanges intra-soudanais, qui existaient depuis 2000 av. J.-C., connurent un nouvel essor avec la demande croissante d'esclaves, d'or, de plumes d'autruche et d'ivoire. L'apogée de la conquête égyptienne est l'œuvre de Ramsès II le Grand qui porta sa domination jusqu'à la cinquième cataracte et soumit toute la Nubie (vers 1250 av. J.-C.). Peuples et cultures égyptiennes et kouchitiques se mélangent : l'assimilation est bien relatée dans la Bible² où l'on apprend que Moïse, le libérateur d'Israël alors réduit en esclavage en Egypte, avait épousé une kouchitique.

2.1.2. Les premiers royaumes chrétiens soudanais

En 950 av. J.-C., la souche kouchitique du royaume prend le dessus et c'est elle qui, depuis sa capitale Nepata, règne véritablement sur l'Egypte, devenant ainsi la plus grande puissance du monde : la XXV^{ème} dynastie qui régnait sur l'Egypte au VIII-VII^{ème} siècle av. J.-C. est d'origine nubienne. La rupture entre les terres soudanaises et égyptiennes est due à l'installation en Egypte de

¹ Le pays de Kouch est situé dans le désert de Nubie

² Isaïe XX,3 ; Josué XVIII,1 ; Jb XXVIII, 18-19 ; Psaumes LXVIII, 31 ; Psaumes LXXXVII, 4 ; Cantique des cantiques I, 5-6 ; Isaïe XVIII, 1-3 ; XVIII, 7 ; XX, 4-5 ; XXXVII, 9 ; XLV, 14-18.

pouvoirs d'origine perse (525-332 av. J.-C.), grecque (332-30 av. J.-C.) puis romaine à partir de 30 av. J.-C..

Le royaume de Nepata, centré entre la quatrième et la troisième cataracte, prospère jusqu'au III^{ème} siècle av. J.-C. avant d'être supplanté par le royaume de Méroé (III^{ème} siècle av. J.-C. – III^{ème} siècle apr. J.-C.), plus au sud, entre l'Atbara et le Nil Bleu. Parvenu à un haut degré de civilisation, le royaume de Méroé constitue une entité indépendante face aux Lagides puis aux Romains au carrefour des axes caravaniers dont ils drainent les richesses. La première conversion chrétienne de la région est relatée en 34 apr. J.-C., dans Les Actes des Apôtres où Philippe convertit « un éthiopien, un eunuque, haut fonctionnaire de Candace, reine d'Ethiopie, et surintendant de tous ses trésors, qui était venu en pèlerinage à Jérusalem... »¹. En 284, les premiers monastères s'installent à Phyle et, vers 330, Méroé est détruite par le roi d'Axoum.

Appelé « Porte de la Mer Rouge » en raison de sa situation géographique, le royaume d'Axoum exerce une hégémonie à la fois politique et commerciale sur une zone où se rejoignent le monde méditerranéen, l'Asie et la péninsule arabe. En effet, si le verrou de ces échanges est le détroit de Bab-el-Mandeb, Axoum, par ses conquêtes en Haute Nubie, en Arabie méridionale et sur le plateau éthiopien dans la région du Lac Tana, s'est assuré la maîtrise des voies de communication entre la Méditerranée, le Moyen Orient et l'Océan Indien. Devenu royaume chrétien vers 350², la conversion des populations n'est significative qu'après le concile de Chalcédoine³, en 451. L'implantation de monastères fondés vers 500 par des moines et ermites monophysites qui, fuyant les persécutions byzantines, trouvent refuge dans la région, entraîne l'évangélisation du royaume. Le V^{ème} siècle voit l'apogée et le déclin du royaume, sous le règne du Roi Kaleb. Alliés de Byzance contre les Perses, les axoumites sont repoussés d'Arabie en 572 perdant ainsi leur domination commerciale et entraînant leur ruine. Ils ne peuvent donc s'opposer à l'expansion islamique du VIII^{ème} siècle qui les confine à la rive africaine et les coupe du monde byzantin. La mer, qui avait fait la fortune d'Axoum, est devenue musulmane et dangereuse : le royaume se replie vers les hautes terres de l'intérieur où, abritée par le massif éthiopien, les chrétiens vont vivre assiégés.

La montagne devenait citadelle : elle va protéger, jusqu'au XV^{ème} siècle, les nombreux royaumes chrétiens de Nubie de l'islamisation venue du Nord, les isoler du reste de la chrétienté et

¹ Actes VIII, 26-39

² Saint Frumentius, qui a convertit le roi d'Axoum, est connu dans la tradition locale et le synaxaire éthiopien sous le nom d'Abba Salama, « le père de la Paix ». C'est à cette époque également que, selon la légende, l'Arche d'Alliance serait arrivée à Axoum où elle est toujours précieusement gardée aujourd'hui. Cf CONTI Paolo, « On a retrouvé l'Arche perdue », *Courrier International* n°583 du 3 au 9 janvier 2002, pp.38-39 (d'après un article paru dans le « Corriere della Sera »).

³ Le concile de Chalcédoine affirma la doctrine dyophysique : l'église d'Ethiopie, suivant celle d'Egypte, resta fidèle au monophysisme et se distanca ainsi de l'Eglise byzantine

permettre une expansion vers le Sud ; ainsi naissent les royaumes chrétiens du Darfour, d'Aloa, au confluent des deux Nil, et de Dongola.

2.2. De la conquête musulmane à l'indépendance

2.2.1. La péninsule arabe s'étend au Nord Soudan

Après la mort de Mahomet en 632, l'expansion de l'islam est très rapide : prise de Damas en 636, de Jérusalem en 638, d'Alexandrie en 642. L'islamisation du Soudan sera plus lente et les communautés musulmane et chrétienne vivront, quatre siècles durant, une étrange relation mêlant rivalité et partenariat. En 651, les musulmans qui tentent de pénétrer en Nubie sont arrêtés à Dongola par une vigoureuse et victorieuse résistance de la part des archers nubiens. Ils sont même contraints de signer un traité (*baqt*), qui sera en vigueur jusqu'en 1260. Les deux peuples cohabitent mais les conflits nombreux amènent à la conquête du royaume chrétien du Darfour qui est islamisé.

En 1315 le sultan En Nazir dépose Kérenbès, dernier roi chrétien de Dongola et installe à sa place un musulman, Abdallâh Ibn Sanbou. L'arabisation forcée des Nubiens commence et en 1490 les arabo-musulmans tuent le dernier roi du dernier royaume chrétien, le royaume d'Aloa : après neuf siècles de résistance, bien après l'expulsion de Terre Sainte des croisés qui ignoraient son existence, la chrétienté nubienne disparaît donc au bénéfice de l'Islam. Une histoire exceptionnellement riche va être effacée des mémoires.

Cette progression de l'Islam permet également l'émergence de sultanats noirs : celui du Darfunj, dont la capitale s'installe à Senar et celui du Darfour. Ces états se partagent le Soudan du Nord, étendant à tour de rôle leur suzeraineté sur les régions limitrophes comme le Kordofan, vivant principalement du commerce d'esclaves et admettant une grande autonomie tribale liée au rôle structurant joué par les confréries religieuses. En revanche, le Sud reste à l'écart de cette consolidation et n'a avec le Nord que des échanges limités aux régions bordières.

2.2.2. La conquête égyptienne et la révolution mahdiste, ciment social du Nord

En 1820-1821, le souverain égyptien Méhemet Ali qui veut de l'or, de l'ivoire et « des nègres pour son armée »¹, entame la conquête du Soudan qui se poursuit par l'installation d'établissements jusque dans les provinces équatoriales atteintes dès 1827. La capitale, Khartoum, est fondée en 1830 et une administration moderne mise en place. La « Turkiyya » ou « période turque »

¹ « Rapport GA 23 : compte rendu de la visite au Soudan du groupe Sénatorial France-Soudan du 6 au 12 juin 1998 », <http://www.senat.fr/ga/ga-023/ga-023.html>, 240 Ko.

commence. Des pistes apparaissent qui contournent l'obstacle des cataractes et développent un florissant commerce avec le Darfour, conquis en 1874. L'arabisation du Centre du Soudan commence et l'islamisation se poursuit. Mais, ce faisant, le Soudan passe sous domination étrangère et, à travers l'Égypte, c'est l'influence britannique qui se manifeste : il lui faut contrôler la Vallée du Nil et consolider l'axe Le Caire-Le Cap, épine dorsale de la colonisation anglaise de l'Afrique¹ et sur lequel existe un projet de voie ferrée

Le traite des esclaves donne lieu à un commerce considérable dont profite le Nord. En 1888, sur le seul marché de Médine, en Arabie, 5000 esclaves noirs étaient vendus par an². Au Soudan, les principaux « terrains de chasse » sont le Bahr al Ghazal et l'Équatoria³. Mais l'ampleur de la réprobation internationale est telle que, pour prouver sa bonne foi, le Khédive Ismaël nomme des gouverneurs européens au Soudan pour mettre fin à ces pratiques : Charles Gordon notamment est nommé à Khartoum et Samuel Baker dans le Sud où il conquiert, pour le Khédive, d'immenses territoires autour du Lac Albert. Or, la fin de la traite sonne le glas d'un commerce lucratif pour le Nord musulman qui en conçoit une grande rancœur : ruiné par la fin de la traite et humilié de voir des chrétiens européens en position d'autorité, le Nord musulman se soude dans un rejet de « l'occidentalisation véhiculée par les égyptiens et leurs fonctionnaires européens »⁴.

Structurant ce mouvement sur les valeurs de l'Islam, Muhammad Ahmad ibn'and Allah, aussi nommé Muhammad al-Mahdi, c'est à dire « le bien guidé »⁵, originaire de Dongola et chef de la secte des Ansars (« les victorieux »), constitue une armée de derviches aux chefs prestigieux représentant les différentes régions du pays, pour bouter l'Égyptien et son allié Anglais hors du Soudan. Ce mouvement incarne l'originalité spirituelle du Soudan, cristallisant une réaction musulmane fondamentaliste nourrie de la « rébellion mystique des fakî, responsables depuis plusieurs siècles de l'islamisation du Soudan, qui n'acceptent pas l'instauration de la hiérarchie des olamâ orthodoxes du Caire »⁶. Khartoum est prise en 1885 et le gouverneur-général Charles Gordon qui la défendait, est décapité. Le Mahdi proclame le Soudan « État islamique » et persécute les chrétiens revenus en force au XIX^{ème} siècle sous l'impulsion du bienheureux Daniel Comboni⁷ dont la tombe est profanée.

Londres ne pouvait laisser perdurer une aussi dangereuse situation : la stabilité de l'Égypte et de la Mer Rouge lui était indispensable pour ses ambitions africaines et la sûreté de la route des

¹ THUAL François, *Contrôler et contrer*, Paris, Ellipses, 2000, p.94

² LUGAN Bernard, *Atlas Historique de l'Afrique des origines à nos jours*, Editions du rocher, 2001, p. 109

³ L'allemand Geog Schweinfurth (1836-1925) qui parcourut ces régions de 1868 à 1871, décrit ainsi les villages incendiés et les cadavres d'hommes en décomposition : seuls les garçons et filles avaient été capturés. Op. cit.

⁴ de PAMBOL Xavier, *Les Nations du Prophète*, Fayard, 1993, p.264

⁵ « Le bien guidé » est le nom que l'on donne dans les pays musulmans à celui qui vient restaurer la religion et la justice avant la fin du monde.

⁶ de PAMBOL Xavier, *Les Nations du Prophète*, Fayard, 1993, p.264

⁷ Cf annexe 2

Indes. Le général Horatius Kitchener entame la reconquête qui s'achève, en 1898, par la victoire d'Omdurman, ville jumelle de Khartoum, où se manifeste cruellement la supériorité technique de l'armement européen : plus de dix mille huit cents soudanais sont tués contre quarante neuf anglais. Le 19 janvier 1899 et jusqu'à son indépendance en 1956, le Soudan devient un condominium anglo-égyptien. L'épisode de Fachoda¹, concomitant, montre assez la détermination des Britanniques à être seuls maîtres dans la région.

Les conséquences de la révolution mahdiste sont considérables : quoi qu'elle ne réussit pas à s'emparer du Sud où l'anglais Samuel Baker se maintient dans la région d'Equatoria, elle parachève en treize ans l'unité du Soudan du Nord en provoquant un brassage religieux et ethnique mais accentue la déchirure, désormais irréparable, entre un Nord musulman dominateur et un Sud animiste et chrétien délaissé.

2.2.3. Le condominium anglo-égyptien

Bien que le Soudan soit placé sous l'autorité d'un condominium anglo-égyptien, les britanniques y mènent une politique visant à le détacher de l'Égypte et portent tous leurs efforts sur le Nord, largement arabisé, en s'appuyant sur leurs ennemis d'hier, les mahdistes, favorables à l'indépendance du pays.

Une infrastructure unificatrice voit le jour avec une administration centralisée, une école de formation des cadres (le Gordon College), la création d'un réseau ferré et d'une chaîne télégraphique. La construction du barrage de Sennar, sur le Nil Bleu, permet la culture irriguée du coton dans la Gezireh. Ces travaux induisent des déplacements de main d'œuvre venue du Niger ou d'Afrique de l'Ouest et de populations venues du Darfour ou du Kordofan, impropres à l'irrigation. Le commerce avec l'Égypte se développe et la culture égyptienne s'incorpore à la vie nord-soudanaise. L'anglais devient la langue de l'administration mais les Britanniques se gardent de combattre l'arabe et la religion musulmane : les écoles coraniques sont maintenues. Cette grande autonomie religieuse renforce le rôle des confréries qui, déjà présentes, sont des structures indigènes de substitution, protégeant spirituellement et souvent réellement les fidèles des contacts avec l'étranger. Afin d'accentuer les tendances autonomistes du Soudan, les Britanniques s'appuient sur les héritiers du Mahdisme et notamment sur le fils du vainqueur de Gordon, Sayyed Abderrahman, en accordant à son clan terres et faveurs faisant d'eux une caste riche et influente de grands propriétaires terriens et de négociants en bétail, à même de s'opposer à la confrérie al-

¹ Sous les ordres du capitaine Marchand, une mission française en route vers Djibouti atteint le Nil à Fachoda en 1898, coupant ainsi la progression britannique vers le Sud. Une grave crise éclata alors entre Londres et Paris qui fut réglée en deux temps, en 1899 et en 1904 par le renoncement des droits français sur la région et sur l'Égypte en échange d'une totale liberté au Maroc.

Khatmiya. Cette dernière, implantée dans l'est du pays et dans la vallée du Nil à Shaigiya, représente un capitalisme marchand favorable à l'unité de la vallée du Nil sous l'autorité égyptienne.

Les Britanniques se désintéressent du Soudan du Sud, mais veulent néanmoins assurer un minimum d'ordre au moindre coût possible. Les administrateurs britanniques gèrent donc la région selon le modèle de l'«administration indirecte» en laissant les fonctionnaires coloniaux livrés à eux même pour assurer l'autorité de l'Empire, parfois violemment comme en témoignent les interventions de la Royal Air Force jusque dans les années 30 contre des tribus rejetant cette tutelle. On les nommait les «bog barons», les «barons des marais». Le Sud est par ailleurs totalement isolé du Nord par la politique des «closed districts», qui interdit l'activité économique des commerçants arabes du Nord vers le Sud. Dans le même esprit, la politique linguistique des Britanniques, préconisée dans la *Southern Policy*, est d'imposer, du moins symboliquement, l'anglais comme langue officielle tandis que six langues locales restent utilisées pour servir de langues administratives, éducatives et religieuses: le dinka, le bari, le nubien, le latuko, le shillouk et le zande. Cette situation laisse émerger un arabe pidginisé, l'arabe de Juba, qui devient une langue véhiculaire, tandis que la méconnaissance de l'anglais a pour effet de sous-scolariser la population sudiste. Le système d'éducation est laissé aux mains des missions chrétiennes, surtout protestantes, ce qui suscite une concurrence avec les catholiques, tandis que nombre de tribus conservent leurs traditions animistes. Les tentatives tardives de l'administration britannique pour aider le Sud à combler son retard en équipement et en développement dans les années précédant l'indépendance sont insuffisantes : les délégués sudistes ne peuvent défendre correctement les intérêts de leur peuple au sein de l'Etat en gestation et les tensions s'aggravent.

2.2.4. Le Soudan à la veille de l'indépendance.

Les derniers composants de cette alchimie explosive sont élaborés à la veille de l'indépendance quand deux forces de première importance apparaissent au Soudan en se distinguant des courants idéologiques religieux classiques : le Parti Communiste, qui recrute dans les universités et trouve une assise populaire dans l'importante population cheminote, et l'association des Frères Musulmans. Se distinguant de son aînée égyptienne, cette dernière prône la conquête de l'Etat par une élite islamiste éclairée et s'est elle-même circonscrite au monde des universitaires et des intellectuels. Aidé par l'Arabie Saoudite wahhabite qui voit en eux un moyen de s'opposer au socialisme arabe de Nasser, les Frères Musulmans gagnent en importance et dès les années 50 commencent une lente infiltration des rouages administratifs du pays. Ainsi, l'Islam qui avait

irrigué et largement façonné le Nord en lui donnant une identité religieuse et culturelle se dote-t-il d'un bras politique extrémiste.

Plusieurs forces politiques sont donc présentes à la veille de l'indépendance : le Parti Communiste soudanais, le parti al-Umma qui représente les ansâr et l'al-Mahdiya, le Parti Unioniste Démocratique représentant la al-Khatmiya pro-égyptienne puis, plus tard le Front de la Chartre Islamique, émanation des Frères Musulmans dont il va peu à peu se détacher.

L'histoire du Soudan, d'abord liée à celle du peuple élu, au christianisme naissant puis à l'Islam conquérant semble n'avoir été qu'un long cheminement vers une radicalisation de l'opposition Nord-Sud : noyant les sables du désert et remontant le Nil, la vague arabo-musulmane a assimilé les populations du Nord-Soudan qui surent néanmoins se forger une identité propre. A l'abri de leurs forteresses naturelles, les populations du Sud restèrent plurielles et unies par la seule résistance aux poussées nordistes. Si elle a empêché les conflits en isolant les populations, l'administration britannique a également institutionnalisé les différences et les antagonismes des peuples. Née du fait religieux, l'opposition Nord-Sud est désormais tout à la fois spirituelle, politique, économique, culturelle et raciale. La vallée du Nil, traditionnel vecteur d'échange et de commerce mais aussi route des incursions venue du Nord, est devenue un cimeterre s'enfonçant dans le cuir africain.

2.3. Le Soudan contemporain

2.3.1. De l'indépendance à 1972 : la première guerre civile

Après la rupture du condominium en 1951 par le roi Farouk d'Égypte qui se fait proclamer Roi du Soudan puis avec l'accord de Neguib et Nasser, le dispositif d'accession à l'indépendance se met en place et les tensions ne font que croître : le Nord ne sait prendre en compte les particularismes sudistes et, le 18 août 1954, le premier ministre Ismaël Al-Azhari menace de « la force de l'acier tout sudiste qui oserait attenter à l'unité nationale »¹. En octobre 1954, sur les huit cents postes de fonctionnaires, la commission de soudanisation n'en attribue que six aux sudistes. Enfin, en août 1955, la 2^{ème} compagnie de l'Equatoria Corps se mutine à Tori et massacre les officiers nordistes nommés en remplacement des cadres anglais. L'acte de naissance du Soudan moderne qui accède à l'indépendance le 1^{er} janvier 1956 est écrit en lettres de sang.

¹ Cité in « Rapport GA 23 : compte rendu de la visite au Soudan du groupe Sénatorial France-Soudan du 6 au 12 juin 1998 », <http://www.senat.fr/ga/ga-023/ga-023.html>, 240 Ko.

Le pays est rapidement gouverné par les plus radicaux des arabo-musulmans du Nord qui lancent le slogan : « une seule langue : l'arabe ! Une seule religion : l'Islam ! ». Le Sud, soutenu par Nasser, l'Éthiopie et Israël, prône un état laïc multiculturel : il ne peut que se rebeller et le mouvement Anya Nya se lance dans une lutte armée sécessionniste. Dans cette confusion, le général Abboud renverse le pouvoir civil en 1958 et s'installe en dictateur : utilisant menaces, arrestations et massacres pour imposer l'arabisation et l'islamisation du Sud, il radicalise plus encore le conflit qui devient une véritable guerre civile.

Une révolution populaire alliant les partis politiques, les syndicats, les confréries et les Frères Musulmans renverse Abboud en 1964 et met en place un gouvernement de coalition qui ne parviendra pas à ramener la paix intérieure. La politique de noyautage de l'appareil d'état par les Frères Musulmans porte peu à peu ses fruits. Bien que toujours largement minoritaires politiquement (ils remportent sept sièges aux législatives de 1965 contre soixante-seize à l'al-Umma), leur influence va grandissante et le génie politique de leur leader Hassan el-Tourabi¹ fait merveille. C'est ainsi qu'en 1967, ils parviennent à faire exclure du parlement leur grand rival, le Parti Communiste soudanais. Ils ont alors accès à un comité d'élaboration de la constitution où ils obtiennent que la Sharia soit reconnue comme source principale du droit, faisant redoubler la colère du Sud et créant une agitation telle au Nord que le jeune pouvoir est lui-même renversé en 1969 par le colonel Jafaar al-Numeiri soutenu par le Parti Communiste, la confrérie al-Khatmiya et l'Égypte de Nasser. Le Front de la Charte Islamique est dissout et Hassan al-Tourabi jeté en prison durant sept ans. Les islamistes entament une traversée du désert mais continuent leur pénétration discrète des milieu intellectuels et administratifs.

Habile homme politique, Numeiri sait tenir en échec ses ennemis² et profiter de l'appui de ses voisins. Ainsi, c'est l'aviation égyptienne qui l'aide à réprimer une rébellion mahdiste en 1970 et ce sont l'Égypte et la Lybie qui le rétablissent dans son pouvoir quand, du 19 au 22 juillet 1972, les communistes tentent de le renverser pour s'opposer à son projet d'imposer un parti unique, l'Union Socialiste Soudanaise. Rejetant l'idéologie traditionnelle du Nord, il tente une politique progressiste tenant compte des aspirations du Sud. Un ministère des affaires du Sud est créé et confié à Joseph Garang puis à Abel Alier, tous deux sudistes de l'ethnie Dinka. Ainsi sont signés les accords d'Addis Abbeba qui donnent au Sud une large autonomie. Instaurant un état fédéral, ils créent une assemblée régionale du Sud élue au suffrage universel et un haut conseil exécutif, tous deux installés à Juba qui devient la capitale de la région autonome du Sud. A côté de l'arabe, langue

¹ Né en 1932, Hassan el-Tourabi a suivi des études de droit, d'abord à l'université de Khartoum, puis à Oxford et enfin à la Sorbonne où il a obtenu un doctorat en 1961. Il a rejoint les Frères Musulmans en 1950 et en est devenu le secrétaire général en 1964.

² Il déjouera 16 coup d'état en 16 ans.

officielle, apparaît l'anglais « langue principale de la région Sud ». Les forces rebelles sont intégrées dans l'armée nationale et un effort est décidé pour le développement de la région.

Sur le plan international, Nimeiri prend soin de normaliser ses relations avec ses voisins, notamment l'Éthiopie, ainsi qu'avec les autorités religieuses chrétiennes. Il se rend ainsi à Rome en 1972 avec le Negus et noue des relations diplomatiques avec le Vatican. Enfin, les États-Unis supplantent l'URSS comme soutien de poids au Soudan

Après avoir ruiné le pays et fait 700 000 victimes, la guerre civile laisse place à un calme précaire.

2.3.2. 1972 – 1983 : la non guerre.

Nimeiri jouit alors d'une grande popularité dans le Sud et le désenchantement sera à la hauteur de l'espoir que sa politique avait suscité. Privé de son allié communiste, affaibli par un retentissant échec économique et sous la pression de l'Arabie Saoudite, il se lance en 1977 dans une politique de réconciliation nationale qui ramène à Khartoum Sadeq al-Mahdi, du parti mahdiste al-Umma, mais aussi les Frères Musulmans qui, concurrents des communistes dans les milieux universitaires, représentent l'autre sensibilité dominante dans les élites. Notons qu'al-Madhi est devenu le beau-frère d'Hassan el-Tourabi !

Les accords de Camp David entre l'Égypte et Israël créent une crise gouvernementale au Soudan dont profitent les islamistes : en effet, leur approbation par Nimeiri¹ conduit al-Mahdi à démissionner puis s'exiler tandis que les islamistes, faisant « profil bas », restent les seuls alliés du maréchal président. Un comité de révision des lois est créé avec pour objectif leur mise en conformité avec la Sharia. Hassan al Tourabi revient sur le devant de la scène en devenant ministre de la Justice puis conseiller du Président.

Les conséquences de ce revirement pro-religieux sont multiples. Il permet en particulier au Soudan d'attirer des capitaux de riches pays musulmans au premier rang desquels on trouve l'Arabie Saoudite et de mettre sur pieds un pseudo-système financier qui enrichit la mouvance islamique. Par ailleurs, il fait du Soudan un lieu de formation pour les prédicateurs fondamentalistes de toutes nationalités, notamment Africains, en lutte contre les confréries et missionnaires chrétiens de leurs pays d'origine. Enfin, il radicalise la politique intérieure : Nimeiri utilise le mouvement islamique pour déplacer sur le terrain religieux les troubles sociaux que l'échec de sa politique

¹ Le Soudan sera ainsi avec le Sultanat d'Oman le seul pays musulman à approuver ces accords !

économique a créé ; déjà, en 1983, *Médecins sans frontière* décrit la situation au Soudan comme la plus grave et la plus profonde des crises humanitaires que connaît la planète¹.

Le désespoir du Sud résulte aussi de l'application très incomplète des accords d'Addis Abbeba. Sur le plan économique, le Nord prenant prétexte de l'impossibilité du Sud d'absorber les capitaux prévus faute de personnel qualifié ne versa jamais le million de livres soudanaises qui devait constituer le capital de départ de la région. Plus tard, afin d'assurer pour le Nord les profits de gisements pétroliers découverts dans la région de Bentiu, le gouvernement procède à un redécoupage administratif qui rattache au pouvoir central la zone pétrolière. Le projet de construction d'un pipeline de Bentiu à Port Soudan achève d'aviver le sentiment de spoliation. Enfin, voulant attiser les divisions du Sud où les Dinkas accaparent le pouvoir au détriment de leur vieux rivaux Nuers et des autres ethnies, Nimeiri étend autoritairement au Sud le redécoupage administratif du pays, violant l'autonomie que prévoient les accords d'Addis Abbeba. Au printemps 1983, comme en août 1955, une mutinerie éclate quand Nimeiri s'en prend aux structures militaires. La garnison de Bor, avec à sa tête le Colonel John Garang², de l'ethnie Dinka, refuse son transfert dans le Nord.

La situation est donc explosive quand, le 9 septembre 1983 sont promulguées les lois islamiques qui mécontentent tout le pays et déclenchent le conflit. John Garang prend la direction du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (MPLS) et de son bras armé, l'Armée de Libération du Peuple Soudanais (APLS). Abandonnant toute idée sécessionniste, il prône la réalisation d'un nouveau Soudan laïc et fédéral. Entrant en lutte armée contre le régime de Nimeiri, le SLPA bénéficie paradoxalement de la sympathie discrète des partis traditionnels du Nord qui, eux aussi, rejettent le régime de Khartoum et redoutent l'extrémisme islamique.

2.3.3. 1983-1999 : Le Soudan, pays islamique

Rejeté par tout le pays, Nimeiri est également lâché peu à peu par les pays étrangers. Les Etats-Unis, présents au Soudan où ils ont une base d'observation spatiale et un centre d'écoute, lui retirent leur soutien ; l'Egypte, avec laquelle Nimeiri a pourtant signé une Carte d'intégration en 1982, s'inquiète de l'instauration de la Sharia à sa porte quand elle fait tous les efforts pour l'éviter chez elle ; les relations, médiocres avec l'Ethiopie et la Lybie dégénèrent parfois en luttes armées ; l'Ouganda se montre indifférent et laisse se développer les guerres tribales sur la frontière. Seul le

¹ cité in « Rapport GA 23 : compte rendu de la visite au Soudan du groupe Sénatorial France-Soudan du 6 au 12 juin 1998 », <http://www.senat.fr/ga/ga-023/ga-023.html>, 240 Ko.

² Né vers 1940, John Garang a fait une partie de ses études secondaires aux Etats-Unis. Capitaine en 1970, il a déserté une première fois pour rejoindre la guérilla Anya Nya. Il a réintégré dans l'armée régulière en 1972 après la signature des accords d'Addis Abeba.

Tchad et la République Centrafricaine soutiennent encore le régime, sans grande efficacité compte tenu de leurs propres difficultés intérieures.

Le 6 avril 1985, le gouvernement tombe devant d'importantes manifestations populaires qui dénoncent notamment l'imposition de la Sharia et mettent au pouvoir Sadeq al-Mahddi. Paradoxalement, les islamistes ne pâtissent pas de ce soulèvement et leur nouveau parti politique, le Front National Islamique, remporte cinquante trois sièges sur deux cent soixante quatre aux législatives de 1986. Hassan el-Tourabi se tient à l'écart de la coalition gouvernementale et attend son heure.

Nimeiri disparu de la scène politique, le SLPA cesse d'être un allié de fait pour les partis du Nord qui ne l'appuient plus. Profitant de la déconfiture politique et économique du pays, il engrange pourtant les succès sur le terrain et contrôle peu à peu l'essentiel du Sud Soudan. Le nouveau pouvoir entame des négociations portant, entre autres, sur la suspension des lois islamiques. Menacé de disparaître de la scène politique, Hassan el-Tourabi appuie alors le coup d'état qui, le 30 juin 1989, mène au pouvoir le général Omar Hassan al-Bachir. **Le Soudan devient un Etat islamique, la lutte contre le SLPA est rebaptisée Jihâd et el-Tourabi impose par la terreur un régime religieux particulièrement dur qui ne bénéficie d'aucun soutien populaire.**

Il convient de noter que l'alliance Tourabi-Bachir est plus tactique que profonde, chacun ayant besoin de l'autre pour accéder au pouvoir et pensant le manipuler pour s'y maintenir.

En politique extérieure, le Soudan devient un pivot du monde musulman radical. Il se lie étroitement avec l'Iran dont il est le relais dans le monde arabe et qui lui apporte une aide financière et technique considérable. Il soutient les mouvements islamiques de l'étranger, comme le Hamas palestinien ou le GIA algérien. Mieux encore, en se posant en héraut des masses arabes humiliées et grâce à un discours anti-impérialiste et anti-américain, il réussit à marier la carpe et le lapin en canalisant vers lui la sympathie dont bénéficiaient les héritiers des mouvements populaires nasséristes, baassistes ou palestiniens, au sein du monde arabe et dans les milieux d'extrême gauche. Dans cette optique, il soutient l'Irak contre les Etats-Unis durant la guerre du Golfe mais, ce faisant, se coupe irrémédiablement de l'Arabie Saoudite. Enfin, il donne une tribune à cet attelage hétéroclite en créant les conférences populaires arabes et islamiques¹. Charmeur et charismatique², el-Tourabi joue à merveille des media pour asseoir son statut d'idéologue islamique

¹ La première se réunit à Khartoum en avril 1991 la fine fleur des islamistes du monde entier ainsi que Yasser Arafat et les nassériens d'Egypte pour affirmer leur soutien à l'Irak. Les autres se tiendront en 93 et 95

² Zygmunt L. Ostrowski raconte ainsi sa première rencontre avec el-Tourabi : « Hussan el-Tourabi parlait d'une voix douce, avec des mots s'enchaînant dans un ordre parfait. On reconnaissait là son habitude de tenir des conférences, et il capta immédiatement mon attention. Cependant, il revenait souvent à sa personne, à son ego. Il soulignait souvent ses qualités, les études qu'il avait faites à Londres, à la Sorbonne, aux Etats-Unis, s'étendant sur ses connaissances, ses valeurs, dont il était très fier... Il faisait référence à des faits historiques adroitement placés dans le contexte de sa conversation, mais inutiles de mon point de vue. On sentait qu'il avait l'habitude de faire impression sur son auditoire,

de référence et occulter les conditions de sa prise de pouvoir, la dureté de son régime et son manque de soutien populaire.

Cette politique s'accompagne d'un soutien aux mouvements insurrectionnels islamiques dont le Soudan devient une base arrière et un centre de formation. Oussama Ben Laden y séjourne ainsi jusqu'en 1996 : son immense fortune alimente les banques islamiques et il est soupçonné d'être à l'origine de l'attentat qui visait le président égyptien Hosni Moubarak en visite à Khartoum en juin 1995¹. Le peu de coopération des autorités soudanaises à retrouver et punir les auteurs de l'attentat vaudront à Khartoum les résolutions 1044, 1054 et 1076 (cf annexe 3) votées en début 1996 qui isolent un peu plus le Soudan sur la scène internationale. Tous les pays souffrant de terrorisme islamique, comme l'Algérie, vouent alors une haine farouche au régime soudanais qui, depuis 1993, figure sur la liste américaine des « Etats soutenant le terrorisme ». Il est important de noter que le ressentiment américain envers le Soudan est ancien et largement alimenté par les nombreuses organisations chrétiennes, protestantes et catholiques, ayant leurs entrées à Washington et dans d'autres capitales occidentales². Après les attentats du 7 août 1995 contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar-es-Salam, les Etats-Unis désignent le Soudan comme un des responsables et détruisent par missiles une usine de la banlieue de Khartoum censée produire des gaz toxiques. L'aide soudanaise occulte se fait sentir au Tchad, au Kenya et jusqu'à Zanzibar. En Ethiopie, le Soudan œuvre pour abattre le régime communiste de Mengistu qui, discrètement encouragé par l'Union Soviétique, apporte son aide à la rébellion du Sud-Soudan. Les relations sont devenues désastreuses avec l'Ouganda et les deux pays rompent leurs relations diplomatiques en 1995 : Kampala, qui considère Khartoum comme un élément déstabilisateur de la région, soutient activement le SLPA de John Garang (dont Muséveni est un vieux camarade d'université) et, en retour, Khartoum soutient les rebelles ougandais, y compris les chrétiens !

Le prosélytisme du Soudan dresse naturellement contre lui les pays voisins en une coalition regroupant l'Ethiopie, l'Erythrée, l'Ouganda et l'Egypte ; par réciprocité, ces pays apportent un soutien actif aux rebelles sud soudanais. Mais le conflit Ethiopie-Erythrée qui débute en mai 1998 met à mal cette alliance : l'Ethiopie, qui a besoin de pétrole et d'un débouché maritime, passe un accord avec Khartoum pour disposer de Port Soudan et les deux pays rétablissent leurs relations diplomatiques en 1999. L'Erythrée s'engage peu après sur la même voie.

au moyen de ses phrases, citations ou dates historiques. Il devait certainement passer pour un savant, philosophe super-intelligent. Mais je dus reconnaître qu'il évoquait son propre personnage avec beaucoup de tact, et qu'il était très agréable de discuter avec lui ». OSTROWSKI Zygmunt, *Soudan, les coulisses d'une guerre oubliée*, L'Harmattan, 2001, pp. 102-103.

¹ La pression américaine et internationale est telle qu'Oussama Ben Laden est prié de quitter le Soudan le 18 mai 1996 ; il s'exile en Afghanistan.

² KEPEL Gilles, *JIHAD. Expansion et déclin de l'islamisme*, Gallimard, 2000, pp. 183-190

La rébellion commence à subir de grave revers. En 1990, Garang est à son apogée. Contrôlant plus de 500 000 km², il bénéficie d'un important soutien international : l'Éthiopie, l'Ouganda, le Tchad, le Kenya, l'Égypte, Israël, l'Arabie Saoudite, les États-Unis, les ONG, les églises chrétiennes, tous le soutiennent dans sa lutte, moins pour sa finalité que parce qu'elle est menée contre un état islamique. Pourtant, dès 1991, il entame un recul sévère. En effet, l'aide iranienne se faisant sentir, l'armée soudanaise remporte d'importants succès. Par ailleurs, la chute de Mengistu en Éthiopie, en 1991, permet à un nouveau pouvoir de s'y installer ; par reconnaissance envers Khartoum qui lui a prodigué une aide décisive, celui-ci, bien que chrétien, chasse du pays le SLPA qui y avait d'importantes bases arrière et un émetteur radio. Les rebelles éthiopiens musulmans Oromos continuent d'être des alliés objectifs du régime soudanais et attaquent les quatre cent mille réfugiés sud soudanais qui sont obligés de quitter l'Éthiopie ; nombreux sont ceux qui seront massacrés par l'aviation nordiste en allant chercher refuge au Sud et au Kenya. Ce dernier événement provoque la scission du mouvement sur des bases ethniques. Depuis longtemps déjà, Garang était contesté pour son autoritarisme et son favoritisme envers les Dinkas ; l'accumulation de revers pousse les autres ethnies, les Nuers notamment, à se détacher du mouvement. Rapidement, les rebelles sont émiettés en formations aux objectifs différents. Plusieurs dissidents s'allient même au pouvoir pour devenir des potentats locaux dont la plupart finissent par signer des accords avec le gouvernement et lui servir de milices supplétives. Riek Machar, un nuer chef du Mouvement pour l'Indépendance du Sud Soudan (MISS) est même nommé Président du conseil des États du Sud et « adjoint » du Président de la république. John Garang, lui, poursuit la lutte et fédère les éléments sudistes hostiles à la paix au sein du SLPA réunifié. Il est cependant contraint de durcir son discours et évolue vers une revendication indépendantiste qui fait de plus en plus d'émules chez les rebelles. S'il bénéficie toujours de nombreux soutiens étrangers, la normalisation des relations entre Khartoum et Addis Abbaba puis Asmara le prive des facilités que ces deux pays lui accordaient pour harceler les forces gouvernementale au nord du Soudan.

La principale médiation est l'œuvre de l'IGAD (Autorité Intergouvernementale pour l'Aide au Développement), créée en 1986, qui réunit le Kenya, l'Ouganda, l'Érythrée, l'Éthiopie, Djibouti, la Somalie et le Soudan. : chaotiques, les négociations sont régulièrement interrompues en fonction des intérêts tactiques belligérants et des intentions sournoises qu'ils se prêtent mutuellement. Les négociations sont toujours difficiles et butent sur la revendication des rebelles de créer, au moins temporairement, une confédération de deux états ayant chacun leur constitution et leur législation tandis que le pouvoir central est attaché à l'unité du pays. Le point de rupture est régulièrement le refus de Khartoum de séparer la religion de l'État.

Sur le plan politique, l'implantation islamiste butte sur le manque d'assise populaire. Dans ce pays où la forte tradition confrérique transcende les clivages claniques ou sociaux¹, le Front National Islamique ne représentera jamais plus de 15 % des voix et suivra une dynamique mafieuse pour imposer sa loi de fer dans tous les domaines : mœurs, coutumes, économie, administration, lois, tout est islamisé, surveillé et, le cas échéant, puni selon la Sharia. Une nouvelle communauté chrétienne a fait son apparition au Nord, essentiellement en banlieue de Khartoum : il s'agit des quelques deux millions et demi de réfugiés du Sud qui, officiellement tolérés, font l'objet d'une répression basée sur des vexations, des spoliations, des discriminations voire des violences physiques. Malgré une ouverture de façade, des paroles de paix et des promesses adressées au Pape à l'occasion de sa visite au Soudan en 1993², le général Bachir publie en 1994 un décret plaçant sous tutelle de l'Etat les statuts et les activités des églises qui, dès lors, ne peuvent plus conclure d'actes administratifs, comme acheter de terrain, en leur nom. La dureté de l'application de la loi islamique est telle que Mgr Gabriel Zubeir Wako, archevêque de Khartoum, est lui même obligé de célébrer sa messe avec du jus de pamplemousse en guise de vin de messe !³

Une politique violente d'islamisation et d'arabisation commence dans les quelques territoires du Sud qui échappent aux rebelles et dont sont écartées les organisations humanitaires. En plus de la lutte armée, les populations civiles non musulmanes sont sévèrement touchées, le plus souvent par les milices pro-grouvenementales : les vergers sont détruits, les puits empoisonnés, la famine organisée ; des villages sont rasés, des populations massacrées, des enfants emmenés comme esclave et des femmes violées dans le but d'arabiser le Sud !

En 1988, la famine fait deux cent cinquante mille morts et l'ONU crée l'opération « Lifeline Soudan » (OLS) qui regroupe un consortium d'une quarantaine d'organisations non gouvernementales et d'agences onusiennes : les vols humanitaires, parfois brièvement interrompus à cause des combats, ne devaient jamais cesser mais ne parviendront pas à éradiquer une famine que la guerre civile entretient. En juillet 1998, des centaines de personnes meurent chaque jour dans le seul état du Bahr al Ghazal...

¹ « Chaque soudanais appartient, au moins nominalement, à la confrérie de sa propre famille. Pour s'en éloigner, il lui faut rompre avec les traditions sociales de ses ancêtres ». LOCHON Christian, « Soudan : l'héritage », *Géopolitique* n° 10 de juillet 1985, p. 67

² « Ici, le christianisme et l'islam se sont épanouis et ont enrichi de leurs valeur et de leurs idéaux le peuple soudanais, lui donnant le sens de la tolérance et de la coexistence pacifique, sans précédent sur le continent africain. [...] Nous avons confiance que nous parviendrons dans un avenir proche à trouver une solution pacifique au problème qui afflige notre pays [...] et que le Soudan redeviendra une terre de paix et de tolérance à l'égard des valeurs spirituelles [...] ». discours du Président Al Bachir à l'arrivée du Pape à l'aéroport de Khartoum, traduit de l'arabe en italien dans l'Observatore Romano du 11 février 1993. Le Pape lui répondra en disant notamment : « Là où quelqu'un est faible, pauvre et sans défense, je dois élever la voix en sa faveur. Là où quelqu'un est sans toit et souffre des conséquences de la sécheresse, de la famine, de la maladie et des ravages de la guerre, je dois être auprès de lui et appeler en son nom ceux qui peuvent l'aider [...] » Discours du Pape Jean Paul II à l'arrivée à l'aéroport de Khartoum, texte anglais dans l'Observatore Romano du 12 février 1993. *Tiré du site officiel de l'église soudanaise : <http://www.eglisesoudan.org>*

³ LAURENT Annie, « Soudan, le martyre et l'espérance », *Famille Chrétienne* n° 1260 du 9-15 mars 2002, p. 46-47.

Les opposants au régime (notamment al-Umma, de Sadeq al-Mahdi, le Parti Unioniste Démocratique et le SLPA de John Garang) sont réunis au sein de l'Alliance Nationale Démocratique depuis 1995. Sous la pression internationale concrétisée par les sanctions de l'ONU de 1996, le régime affiche une volonté de normalisation. Les plans de paix se succèdent et les chefs dissidents de la rébellion sont, on l'a vu, nombreux à les signer. Le régime se pare d'une auréole démocratique en remportant les législatives et présidentielles de mars 1996 mais selon les estimations les plus optimistes, seuls douze mille électeurs auraient participé au scrutin sur une population de plus de quatre millions d'habitants. Un décret d'avril 1997 prévoit même un referendum d'autodétermination en 2001/2002. Le 30 juin 1998, une nouvelle constitution instaurant le multipartisme est adoptée. Son article un, très ambigu, déclare : « le Soudan est un pays où la majorité des citoyens sont musulmans. Quant aux chrétiens et aux adeptes des religions traditionnelles, ils sont pris en considération ». L'article 21 consacre l'égalité des citoyens et interdit toute discrimination selon la race, le sexe ou la religion tandis que l'article 27 garantit à « chaque communauté ou groupe de citoyens le droit de conserver sa culture, langue ou religion particulière ». Pourtant la discrimination anti-chrétienne reste entière et, malgré les dénégations du pouvoir, l'islamisation forcée ou insidieuse continue¹. En novembre 1999, à Lourdes, à l'assemblée plénière des évêques de France, Mgr Wako déclare : « Nous, les chrétiens du Soudan, pensons que nous avons été oubliés par le reste du monde chrétien et que du moins, notre problème n'a pas été bien compris par le reste du monde extérieur. [...] Depuis 1995, il y a eu destruction systématique des écoles et des centres de prière chrétiens sous prétexte soit qu'ils se trouvaient être là où les urbanistes voulaient construire des routes, soit qu'ils avaient été bâtis illégalement sur un terrain non planifié. Curieusement, toutes les nouvelles routes passent par nos centres. Les Eglises n'ont jamais reçu de compensation pour les structures démolies : on ne leur a pas donné non plus de terrain de remplacement »². Les écoles musulmanes, elles, ne sont jamais construites au mauvais endroit ; mieux, on en bâtit de nouvelles à proximité de celles, chrétiennes, promises à la démolition. En décembre 1999, le président Bachir a même annoncé son intention de transformer toutes les écoles primaires en écoles coraniques³. Quand au clergé, il fait l'objet d'un harcèlement permanent des forces de l'ordre : offices interrompus par la police ou l'armée, arrestations abusives de prêtres, expulsions de missionnaires se multiplient.

¹ Jacques Leclerc, « Soudan » dans *l'aménagement linguistique du monde*, Québec, TFLQ, Université Laval, 17 décembre 2001, <http://www.tflq.ulaval.ca/ca/axl/afrique/soudan.htm>, février 2002.

² LAURENT Annie, « Soudan, épuration au nom de la foi », *Valeurs Actuelles* du 28 avril 2000

³ Dépêche de l'agence Reuters – Khartoum le 30 décembre 2002. Ceci nous rappelle 1957, quand toutes les écoles chrétiennes avaient été « nationalisées » au cri de « une seule langue, l'arabe ! une seule religion, l'islam ! ».

2.3.4. La situation actuelle

La rivalité entre Omar Hassan al-Bachir et Hassan el-Tourabi allant s'amplifiant, le général finit par écarter l'idéologue du pouvoir le 12 décembre 1999, par un coup de force et l'instauration de l'état d'urgence. La situation catastrophique sur le plan intérieur et les pressions extérieures l'y pressent : il lui faut mettre fin à une guerre civile atroce qui, en 16 ans, a fait plus d'un million et demi de morts, et normaliser ses relations internationales.

Sur ce second point, il est en passe de réussir son pari. Hassan al Bachir a sillonné le monde arabe pour sortir le Soudan de son isolement et mettre fin à un état de conflit quasi permanent avec ses voisins. Après l'Ethiopie, l'Érythrée et l'Ouganda reprennent des relations diplomatiques avec Khartoum au cours de l'année 2000. Les relations avec l'Égypte repassent au beau fixe et Le Caire s'associe à Tripoli pour proposer une médiation dans le conflit interne au Soudan. En juin 2000, la ligue arabe, le mouvement des non alignés suivis par l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) exigent la levée des sanctions internationales qui frappent le Soudan. En octobre, le pays manque d'entrer au conseil de sécurité des Nations Unies. Les relations avec les européens reprennent au meilleur niveau : l'Union Européenne qui entretenait déjà, sans grand succès, un « dialogue critique » avec le Soudan lui alloue quinze millions d'euros pour la mise en place de programmes visant au respect des droits de l'homme. Le seul obstacle véritable à une normalisation des relations internationales du Soudan reste les Etats-Unis envers qui Khartoum multiplie les gestes de bonne volonté. Le lobby pétrolier américain pèse alors de tout son poids pour que la Maison Blanche voit d'un œil bienveillant la nouvelle attitude de Bachir : les réserves d'or noir soudanais atteignent trois milliards de baril et les compagnies européennes comme Total Fina qui bénéficie depuis décembre 2000 d'un contrat de recherche dans le Sud sont en position favorable. Ainsi, dès l'été 2000, alors que le discours américain reste très accusateur envers le Soudan, le général Bachir accepte qu'une équipe du FBI s'installe à Khartoum dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Le système bancaire est passé au crible et les auteurs de l'attentat contre le président égyptien Moubarak en 1995 sont discrètement expulsés. Les attentats du 11 septembre 2001 fournissent à Khartoum l'occasion de prouver ses bonnes intentions en se déclarant très rapidement prêt à coopérer avec Washington. De fait, des filières et des noms sont donnés et trente « extrémistes étrangers » sont arrêtés à la demande des Américains. Le retour d'ascenseur ne se fait pas attendre : alors que cinq jours seulement avant les attentats, Georges BUSH fustigeait le régime soudanais, les Etats-Unis permettent, le 28 septembre 2001, la levée des sanctions de l'ONU et ne font pas apparaître le Soudan dans leur « axe du mal ». La France, qui préside alors le conseil de sécurité de l'ONU, s'associe au mouvement général : Monsieur JOSSELIN, ministre de la coopération, effectue une

visite officielle au Soudan en octobre et le pays s'apprête à entrer dans l'Organisation de la Francophonie...

Pour ce qui concerne la politique intérieure, la situation reste très tendue. Malgré une ouverture politique de façade et la ré-intauration du multipartisme, Hassan El Bachir reste un islamiste convaincu. Le 1^{er} janvier 2000 il déclare : « Nous sommes sur la voie qui mène à un état islamique »¹. Ses prises de positions sur l'école en sont un bon exemple et aucun signe d'apaisement envers la communauté chrétienne n'est visible. La situation se complexifie encore lorsque Hassan el Tourabi, assigné à résidence depuis son éviction du pouvoir, signe en mars 2001 un mémorandum d'entente avec le SLPA de John Garang ! Qui peut dire la part de sincérité dans cette alliance contre nature ? Sans doute pèse-t-elle moins que le pragmatisme de ces deux formidables animaux politiques dont l'un veut rester un élément moteur de la politique soudanaise tandis que l'autre cherche à atteindre enfin le but de sa rébellion. Quoi qu'il en soit, cette alliance atteste de « la polarisation entre le général Al Bachir et ses partisans, d'une part, et l'ensemble de l'opposition de l'autre »².

Les combats continuent donc mais leur centre de gravité s'est clairement déplacé sur les zones pétrolières, objet de toutes les convoitises, où le SLPA concentre son action pour empêcher le gouvernement d'en tirer un profit stratégique déterminant : les revenus des deux cent mille barils produits sont déjà investis dans l'effort de guerre et créent un nouveau déséquilibre entre les combattants. Ainsi, la compagnie suédoise Lundium Pétroleum a suspendu ses exploitations au Sud Soudan pour raison de sécurité : les combats font rage dans l'Etat de Wehda que les forces gouvernementales tiennent absolument à contrôler pour sécuriser les activités pétrolières et le 23 février 2002, une bavure (?) a ainsi fait dix sept victimes civiles lorsqu'un hélicoptère de l'armée régulière a tiré dans la foule à Bieh.

Si le pétrole justifie aujourd'hui toutes les violence, il pourrait également apporter la paix. Avec l'administration Bush, le lobby pétrolier est en passe de supplanter à la Maison Blanche les groupes chrétiens comme inspirateurs de la politique américaine au Soudan. L'attitude de Khartoum après les attentats du 11 septembre 2001 permet de jeter hâtivement un voile moral sur ce revirement. Les Etats-Unis s'impliquent plus radicalement dans la recherche d'une solution au conflit : ainsi, le 19 janvier 2002, un accord de cessez-le-feu dans les montagnes de Nubie est signé en Suisse sous leur égide. Or, si le président Bachir est un redoutable opportuniste politique soucieux d'abord de sauver son régime, il ne renonce pas pour autant, nous l'avons vu, à son

¹ Cité in LAURENT Annie, « Soudan, épuration au nom de la foi », *Valeurs Actuelles* du 28 avril 2000

² MARCHAL Roland, « Bilan de l'année / Soudan », in *L'Etat du Monde 2002*, La Découverte, 2001, p. 177

idéologie islamique. Ainsi, on peut craindre que le prix à payer pour la paix ne soit dramatiquement élevé pour le Sud.

Quoi qu'il en soit, l'implication américaine dans le règlement du conflit change radicalement la donne. En effet, les négociations sous l'égide de l'IGAD et l'initiative égypto-lybienne piétinent et pêchent l'une par l'exclusion de l'opposition nordiste et l'autre par celle des voisins du Soudan.

Le dernier épisode en date est l'annonce, le 21 mars 2002, du report de deux ans du référendum d'autodétermination prévu par les accords de paix de 1997¹. Cette décision a été prise, sur proposition du Conseil de Coordination du Sud-Soudan, par le général Bachir qui n'a jamais été favorable à un tel référendum² et n'en avait accepté le principe quatre ans plus tôt que pour accentuer les divisions du Sud et parce qu'il était persuadé du vote négatif de la population concernée³. La situation a donc évolué et ne laisse pas augurer d'un retour paisible à la normale.

¹ Dépêche AFP publiée dans *Le Monde* du 21 mars 2002.

² BALANCIE Jean-Marc et de la GRANGE Arnaud, « Soudan », *Mondes rebelles*, Michalon, 2001, p. 1005

³ OP. cit. p. 1003

TROISIEME PARTIE :
LE FAIT RELIGIEUX
INDISSOCIABLE DE LA GEOPOLITIQUE SOUDANAISE

La complexité de la réalité soudanaise est extrême et ne saurait trouver une explication monocausale : Nord désertique contre Sud luxuriant, arabes contre noirs, élite commerçante et instruite contre tribus rurales, Islam contre animisme et christianisme, tous ces éléments sont vrais et il serait tentant de les mettre sur un pied d'égalité pour expliquer les turbulences soudanaises. Pourtant contrairement à ce que l'on observe dans la plupart des zones de tension ayant une dimension spirituelle, on s'aperçoit à la lumière des deux premières parties de cette étude que le fait religieux, loin d'habiller la géopolitique soudanaise, en est le principe fondateur, base des autres lignes de forces qu'il a souvent tracées. Il est, en quelques sortes, le « primus inter pares » des déterminants de la géopolitique du Soudan

En effet, la matrice des caractéristiques géopolitiques du Soudan est bien l'expansion de l'Islam qui, dès le VII^{ème} siècle, se répand en un fleuve impétueux selon la pente du terrain. En Afrique de l'Est, il suit la vallée du Nil pour descendre vers le Sud et butter sur les contreforts de l'Afrique Noire et de la Corne de l'Afrique : comme une île volcanique, le Soudan va émerger de ce bouillonnement. En effet, Ce n'est pas la géographie qui a déterminé l'espace dédié aux religions puisque le christianisme, au Nord, est antérieur de sept siècles à l'Islam : c'est bien la conquête musulmane qui a tracé une frontière religieuse en contenant les non-musulmans au sud du pays. Ce n'est pas un peuple arabe uni qui a adhéré à l'Islam : c'est bien la conquête arabo-musulmane qui a uni et arabisé des tribus dispersées et rivales. Ce ne sont pas les intérêts divergents de deux entités politiques qui ont dressé les uns contre les autres les peuples du Soudan : c'est bien le sentiment messianique des uns qui justifie leur volonté de domination politique sur les autres. Dès lors, le développement culturel, commercial et sociétal du Nord et du Sud ne pouvait que diverger et la frontière entre les uns et les autres devenir un fossé. La révolution mahdiste contemporaine de l'œuvre des missionnaires chrétiens puis la domination britannique à deux vitesses sur le Soudan l'ont creusé plus encore. Le colonisateur parti, le feu qui couvait sous les cendres britanniques s'est naturellement ravivé et depuis son indépendance, le pays vit au rythme de la guerre.

Certes, le fait religieux est régulièrement instrumentalisé par les différents acteurs des conflits internes ou externes du Soudan. Certes, le goût du pouvoir et les intérêts particuliers des uns et des autres ont souvent occulté la dimension spirituelle de leur action, les conduisant même à sacrifier sur l'autel du bénéfice immédiat leurs convictions religieuses ou à nouer des alliances contre nature. Certes, les différences ethniques se superposent aux différences religieuses et prennent souvent le

pas sur elles. Certes, les relations extérieures du Soudan semblent empreintes de plus de pragmatisme que de dogmatisme religieux. Mais une analyse de la situation soudanaise qui ne prendrait pas la mesure du temps long serait partielle puisqu'elle accepterait comme références absolues et indépendantes des données sociales, ethniques ou culturelles qui sont toutes largement relatives à l'expansion de l'Islam en Afrique de l'Est.

C'est pourquoi, dans tous les domaines de la géopolitique soudanaise, le fait religieux joue le rôle d'une basse continue dans un orchestre qui donne le rythme et soutien la mélodie : souvent inaudible, parfois même couverte par la seule musique du soliste, elle est pourtant la base de la partition. L'analyse de certains aspects de cette géopolitique l'illustre bien.

3.1. L'identité soudanaise.

Depuis la déportation d'Israël en Egypte, la présence des religions du Livre n'a jamais cessé au Soudan : le judaïsme a préparé la voie du christianisme qui devait entamer une difficile cohabitation avec l'Islam à partir du VII^{ème} siècle.

Alors que la diversité des ethnies et des tribus fragmente le pays et ne lui permet pas d'exister naturellement en tant que nation, l'Islam apparaît bien comme le grand unificateur du Nord Soudan : indissociable de l'arabisation, il a brassé les ethnies et les courants de pensée pour donner au Nord son unité autour de Mahomet. A cet égard, la révolution mahdiste, grand révélateur de l'identité socio-religieuse du Nord Soudan, reste la référence commune des peuples du Nord. Issues de l'Islam, le développement des confréries a largement contribué à ce brassage. Ainsi, la religion est bien le ciment social du Nord.

Au Sud, le fait religieux joue, en apparence, un rôle inverse : le fractionnement ethnique de la population semble consolidé par les particularismes religieux. Les animistes qui totalisent 40% de la population sudiste ne pratiquent pas tous la même religion traditionnelle. Ainsi, d'un village à l'autre ou d'une tribu à une autre, les croyances sont très différentes. Les protestants, 20 % de la population du Sud, présentent la même dispersion religieuse et la foi y est « aménagée » par le clan, le village ou la tribu. Les catholiques qui totalisent 40 % de la population présentent d'avantage d'unité et leur proportion croît régulièrement aux dépens des animistes qui sont peu à peu évangélisés¹. Les années de conflit ont largement déplacé les populations : désormais, près de trois millions de sud soudanais, dont la moitié sont catholiques, se sont agglutinés dans les bidonvilles de Khartoum et leur nombre ne cesse d'augmenter, cette fois par le baptême et la conversion : en 2000, quatre à cinq mille adultes ont été baptisés durant la seule veillée pascale². « Force de la croix »

¹ GRIMAUX Thomas, « La géographie religieuse du Soudan », *L'Afrique Réelle* n°29, automne 2000, p. 48

² LAURENT Annie, « Soudan, épuration au nom de la foi », *Valeurs Actuelles* du 28 avril 2000

pour Thomas GRIMAU¹, repli identitaire pour d'autres, ce mouvement est incontestablement la conséquence d'une répression accrue de la part du pouvoir central.

Le fait religieux n'est donc pas une source d'union positive au Sud : la rébellion de John Garang s'est constituée autour d'un projet socialiste et laïc. Il n'est pas non plus cause de divisions, celles-ci étant essentiellement le fait des rivalités tribales. En revanche, il a été une raison d'union négative, les peuples du Sud se rapprochant pour lutter côte à côte, mais rarement ensemble, contre la poussée islamique venue du Nord, sachant utiliser les atouts naturels de leur habitat fait de marais, de montagnes et de forêts pour rester le verrou qui ferme l'Afrique noire orientale aux musulmans. Pour eux aussi, la révolution mahdiste est une référence, négative celle-là, puisque l'une de ses principales causes est la fin de la traite des noirs qui ruinait un commerce florissant des arabo-musulmans du Nord...

3.2. Les affaires intérieures

3.2.1. Les partis politiques

Cette union du Nord et ce morcellement du Sud se retrouve dans le jeu politique soudanais. Là aussi, le fait religieux est la base de la plupart des courants politiques, pas toujours dans le même esprit. Ainsi, la majeure partie des partis politiques sont des émanations des confréries et notamment des deux principales : al-Khatmiya est à l'origine du parti Démocratique Unioniste tandis qu'al-Maddiyah a comme relais le parti al-Umma. Ce dernier a été le pivot de la vie politique depuis une trentaine d'années.

Les Frères Musulmans voulaient, eux, rompre avec les structures confrériques traditionnelles et s'appuyaient sur une lecture rénovée de l'islam politique. Leur action, on l'a vu, se traduisait par un travail de prosélytisme, de militantisme social, de formation des cadres et de lente infiltration des rouages de l'économie et de l'administration. Eux aussi eurent leur parti relais, le Front de la Charte Islamique, qui s'émancipa peu à peu de ses inspirateurs pour privilégier la démarche politique à la prédication religieuse. Dissout, remanié, il devint dans les années 80 le Front National Islamique. Cette mouvement élitiste et non confrérique joua comme on le sait un rôle politique considérable puisqu'il a transformé le Soudan en véritable république islamique sans pourtant avoir l'assise populaire qui aurait pu donner à son action une légitimité démocratique : seul le coup d'état et la manœuvre politique pragmatique pouvait l'amener et le maintenir au pouvoir.

En fait, seul le Parti Communiste peut se vanter d'avoir été un grand parti laïc. Après une période faste dans les années 70, il est entré dans la clandestinité depuis le coup d'état de Bachir et l'interdiction des partis politiques qui suivit.

¹ GRIMAU Thomas, *La force de la croix*, AED, 1999

Au Sud, le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais, fondé en 1983 en réaction aux projets islamiques et centralisateurs de Nemeiri, est le principal mouvement politique dont le bras armé est le SLPA. Tous deux sont dirigés par John Garang dont le projet est la réalisation d'un Soudan laïc uni et socialiste. Ses évolutions, scissions et fusions au fil des ans sont dues aux rivalités des ethnies qui le composent, Dinka, Nuers et Shillouk essentiellement : il est souvent reproché à Garang son attitude dictatoriale et son favoritisme envers les Dinkas. Le fait religieux, pas plus que l'unité ethnique, n'est donc pas le phénomène fédérateur de ce mouvement ; en revanche, c'est bien par réaction à l'hégémonie du Nord et en particulier à son prosélytisme religieux qu'il a vu le jour.

Désormais, la plupart des partis d'opposition se sont regroupés au sein de l'Alliance Nationale Démocratique, seule véritable structure horizontale inter-religieuse et inter-ethnique. Il est certain que tous sont animés d'un objectif commun : écarter du pouvoir le dictateur Bachir. Mais le véritable problème surgira lorsque ce but sera atteint : de nombreux musulmans du nord ont une attitude politique modérée et aspirent, depuis longtemps ou par lassitude devant un conflit qui s'éternise, à vivre en bonne intelligence avec tous les soudanais voire à accorder l'autodétermination au Sud si cela est le seul moyen de recouvrer la paix. Pourtant, les rivalités sont vives et la nouvelle donne économique qu'est le pétrole peut brouiller encore les cartes : l'entente survivra-t-elle à la normalisation ?

3.2.2. La guerre civile

On l'a vu, la guerre civile mêle étroitement intérêt culturels, sociaux, politiques et religieux, donnant naissance à des alliances de circonstance, parfois contre-nature. Ainsi des dissidents du SLPA ont-ils pu conclure des accords avec le gouvernement central pour cesser le combat, voire se retourner contre les rebelles du SLPA. On a vu également le SLPA chassé d'Éthiopie en 1991 par les chrétiens tigréens arrivés au pouvoir avec l'aide de Khartoum. Plus récemment, c'est l'alliance entre Hassan el-Tourabi et John Garang qui défie l'entendement.

En fait, chacun de ces événements s'inscrit dans un cadre tactique permettant aux uns et aux autres de sauver leur pouvoir personnel, d'assurer la survie de leur mouvement ou de progresser d'une case sur l'échiquier politique. Parfois, ce même intérêt tactique a pu conduire les uns et les autres à refuser un compromis susceptible de ramener la paix. Il n'en reste pas moins vrai que, dans un pays fragilisé par la pauvreté et la corruption, le facteur déclenchant du conflit en 1956 comme en 1983 a été l'hégémonisme religieux du Nord symbolisé dans les deux cas par l'imposition de la Sharia comme fondement de toute loi au Soudan. Pour autant, le soulèvement du Sud Soudan n'a

pas de but religieux ; sa répression en revanche a toujours été teinté d'un sens spirituel, même si le terme de Jihâd employé à partir de la prise du pouvoir par les islamistes en 1983 doit être considéré avec du recul puisqu'il a surtout servi à donner une légitimité morale et religieuse à une répression sanglante.

3.3. L'économie

Le Soudan est souvent présenté comme le grenier à blé du Monde arabe tant son potentiel agricole est élevé. : quatre vingt quatre millions d'hectares cultivables, quatre vingt millions d'hectares de pâturage ; la Gezireh est la plus vaste zone irriguée du monde avec huit cent quatre vingt mille hectares et plus de cent mille agriculteurs. Pourtant seul 15% du potentiel est utilisé et si le secteur agricole représente toujours l'essentiel du PIB, il est, nous l'avons vu, sinistré par la guerre : la famine a tué des centaines de milliers de soudanais depuis 15 ans...

Pour ce qui concerne le commerce, le Soudan a toujours été un lieu de rencontre, d'échange et de commerce entre le monde méditerranéen, la péninsule arabe et l'orient. C'est ce qui fit la puissance des royaumes antiques d'Axoum ou de Meroe et qui suscita l'intérêt britannique pour le Soudan. Le commerce d'esclaves remonte lui aussi à la haute antiquité mais il atteint un niveau quasi industriel au XIX^{ème} siècle : Le fait religieux est donc absent du commerce ancien et traditionnel du Soudan. Toutefois, il faut noter que l'esclavagisme est un instrument traditionnel de l'islamisation : de nos jours encore, des enfants sont enlevés à leur famille pour être utilisés comme esclaves et éduqués dans la foi de Mahomet¹.

La véritable irruption du fait religieux dans l'économie soudanaise est liée aux expériences islamistes du pays depuis l'indépendance. Dès la fin des années 70, le régime de Nemeiri, avec l'aide active d'Hassan el-Tourabi qui y trouvera un outil de clientélisme propre à faire émerger une bourgeoisie islamique, va permettre la naissance de banques islamistes en drainant des capitaux venus pour l'essentiel de banques saoudiennes, dont la Banque islamique Fayçal, et des Soudanais expatriés. Leur mode de fonctionnement est complexe et s'appuie sur la « prise de participation dans les entreprises qu'elles financent ou par le remboursement antidaté et surévalué de leurs créances pour éviter le recours aux taux d'intérêt, interdits car assimilé à l'usure (al-Ribâ) »². Avec la prise du pouvoir par le général Bachir et Hassan el-Tourabi, l'islamisation de l'économie va être radicale : privatisation du secteur public, libéralisme économique, création d'impôts islamiques (zakât) incontrôlables et instauration d'un système bancaire islamique s'accompagnent d'une mise

¹ LAURENT Annie, « Soudan, épuration au nom de la foi », *Valeurs Actuelles* du 28 avril 2000

² LAMCHICHI Abderrahim, *Géopolitique de l'islamisme*, L'Harmattan, 2001, p.144

en coupe réglée de tous les secteurs de l'économie par des affairistes liés au régime.¹ Comment ne pas rappeler également le séjour d'Oussama Ben Laden à Khartoum de 1990 à 1996, dont l'immense fortune irrigua l'économie soudanaise.

Associé à l'effort de guerre, le système ne pouvait que plonger le Soudan dans le chaos économique. Le fait religieux, on le voit, est directement lié au fonctionnement et à la déroute économique du Soudan moderne.

3.4. Les relations étrangères

La politique extérieure du Soudan a pour ligne de force la fraternité musulmane, tantôt exacerbée par l'extrémisme islamique, tantôt tempérée par une *real politik* pragmatique.

3.4.1. Les relations du Soudan avec ses voisins

Les relations du Soudan avec ses voisins sont marquées du poids de l'histoire et des ethnies dont les domaines ne s'arrêtent pas aux frontières : les réfugiés se comptent par centaines de milliers de part et d'autre des frontières avec l'Erythrée, l'Ethiopie ou l'Ouganda. Le fait religieux n'en est pas absent et permet de dégager le schéma suivant : bonne entente du Soudan avec ses voisins musulmans du Nord et de l'Ouest, *statu quo* avec ses voisins chrétiens de l'Est protégés par leurs forteresses montagneuses, isolement officiel mais contacts permanents avec les voisins noirs du Sud grâce aux ethnies transfrontalières qui résistent à la poussée de l'Islam Soudanais. Les variantes à ce schéma, nombreuses depuis les années de guerre civile et plus encore depuis l'avènement du pouvoir islamique, paraissent à l'échelle du temps long des accidents de l'histoire. Le fait marquant de ces dernières années est, lui, directement inspiré du fait religieux et se traduit par le triple soutien actif du Soudan aux mouvements islamiques du monde entier, au terrorisme international et aux rebelles des pays voisins non amis.

L'Egypte a depuis la plus haute antiquité une relation privilégiée avec le Nord-Soudan qui apparaît pour certain comme son prolongement naturel, au point que la confrérie al-Khatmiya prône le rapprochement si ce n'est la fusion du Soudan et de son voisin. Cette bonne entente ne sera écornée que par des accidents de l'histoire comme la fin de la traite décidée par le Khédivé Ismaël sous les pressions occidentales et surtout, plus récemment, la politique du gouvernement islamique. Ainsi, la bienveillance de Khartoum envers les terroristes islamiques qui trouveront au Soudan une base arrière accueillante aboutira à une tentative d'attentat contre le président Moubarak en 1995 :

¹ LAMCHICHI Abderrahim, *Géopolitique de l'islamisme*, L'Harmattan, 2001, p.144

le peu d'empressement des autorités à retrouver les coupables gèlera les relations entre les deux pays, jusqu'à l'année 2000 où le renoncement apparent du pouvoir central à la propagation d'un islam radical a relancé une véritable « lune de miel »¹. Le fait religieux est donc un solide trait d'union entre les deux pays que met parfois à mal la radicalisation islamique. En fait, les deux pays sont intimement liés par l'histoire, les populations² et le partage des eaux du fleuve nourricier Nil : ceci explique que Le Caire ait toujours ménagé Khartoum³.

L'Éthiopie, bastion de la chrétienté dans la Corne de l'Afrique, est l'éternel rival du Soudan. Les tentatives de conquête s'étant toujours brisées sur les montagnes, c'est à une cohabitation houleuse qu'ont été condamnés les deux pays. Plutôt qu'à une guerre ouverte, chacun eut recours au soutien des rebelles du voisin pour l'affaiblir : le SLPA a longtemps bénéficié de l'accueil et de l'aide éthiopienne tandis que les rebelles musulmans Oromos bénéficiaient de l'aide des islamistes soudanais. Mais, comme dans un vieux couple où l'on finit par avoir besoin des défauts de l'autre, les éternels rivaux sont capables de s'unir pour chasser l'intrus qui s'immisce dans le confort d'un conflit habituel. C'est ainsi que les chrétiens tigréens ont bénéficié de l'aide des islamistes soudanais pour renverser le régime communiste de Mengistu en 1991 et qu'ils ont renvoyé l'ascenseur en fermant, pour quelque temps, l'Éthiopie aux rebelles chrétiens du SLPA.

L'Erythrée, bien que bénéficiant d'une partie de l'héritage éthiopien, est resté plus fidèle à ses positions.

En fait, Khartoum sait profiter du conflit entre ses deux voisins et utiliser ses atouts pour ramener les trois pays au destin commun que leur impose la géographie et l'économie : l'accès à la mer et la manne pétrolière sont les deux facteurs principaux de la normalisation des relations entre Khartoum, Asmara et Addis Abeba. Les meilleurs ennemis du monde⁴, le chrétien et le musulman, peuvent reprendre leur sourde rivalité et entamer une nouvelle période de cohabitation méfiante où les coups fourrés seront, à coup sûr, légion.

Le Tchad semble être un « faux jumeau » du Soudan⁵, tant par ses populations que par sa géographie. Le Darfour que partagent les deux pays est d'ailleurs un lieu de refuge pour les opposants tchadiens. Les relations entre le Tchad et le Soudan sont cependant traditionnellement bonnes mais le prosélytisme islamique les fait quelque peu vaciller : en envoyant des prédicateurs au Tchad ou en formant des étudiants dans ses écoles coranique, le Soudan risque d'atteindre

¹ NAIM Mouna, « Le Soudan Islamiste sort de son isolement », *Le Monde* du 2 février 2000

² Il y aurait deux millions de soudanais installés en Égypte.

³ L'Égypte s'est par exemple toujours opposé à ce que les résolutions de l'ONU contre le Soudan soit assorties de sanctions économiques.

⁴ L'expression est de Jean GUISEL qui qualifie ainsi la France et les États-Unis.

⁵ BALANCIE Jean-Marc et de la GRANGE Arnaud, « Tchad », *Mondes rebelles*, Michalon, 2001, p. 900

l'objectif des islamistes à contre temps de sa propre évolution récente, en introduisant dans les conflits internes tchadiens une dimension religieuse qui, jusqu'à présent, en était absente.

Les relations avec les voisins noirs Kenya, Ouganda, République Démocratique du Congo et République Centrafricaine sont, au mieux, médiocres : ces pays craignent la progression de l'Islam au sud du Bahr al Ghazal et du Djebel Imatong et ne peuvent être indifférents à la situation au Soudan avec qui ils partagent des ethnies qui se réfugient d'un coté ou de l'autre de la frontière selon l'évolution des divers conflits. C'est avec l'Ouganda, également en proie à une véritable guerre civile, que les relations sont les plus violentes chaque pays instrumentalisant les rebelles de son voisin et transformant en crise régionale les conflits intérieurs. De même que les extrémistes islamiques ougandais sont soutenus par Khartoum, John Garang bénéficie d'un soutien naturel de Museveni, arrivé au pouvoir en 1986, dont il est un vieux camarade d'université. En représailles, dès 1993, les autorités soudanaises confient à un ancien ministre d'Amin Dada la tâche d'organiser un mouvement politico-militaire dirigé contre Museveni. De son coté, l'Ouganda mène même des incursions en territoire soudanais pour y détruire les bases arrières des rebelles ougandais que Khartoum renforce pour couper le SLPA des appuis dont il bénéficie de l'autre coté de la frontière. La situation est si conflictuelle que les deux pays rompent leurs relations diplomatiques en 1995. Mais le succès des forces gouvernementales ougandaises face à la guérilla associé à la volonté de normalisation des relations étrangères du Soudan à la fin des années 90 ont mis fin à cette situation : les soutiens mutuels ont cessé et les rebelles ougandais stationnés au Soudan sont réduits à quelques centaines d'hommes isolés et presque inopérants. Sans qu'elle soient idéales, les relations diplomatiques entre les deux pays ont été rétablies en décembre 2000.

3.4.2. Les relations du Soudan avec le monde musulman

Prolongement africain du monde arabe, le Soudan entretient avec les pays arabo-musulman des liens naturellement privilégiés que l'extrémisme religieux réoriente régulièrement.

L'Arabie Saoudite est un partenaire de premier plan : le régime wahabite a généreusement apporté ses capitaux à la fin des années 70 permettant le maintien à flot d'une économie soudanaise à la dérive et la création de banques islamiques. L'arrivée au pouvoir des islamistes va remettre en cause cette manne et le soutien de Khartoum à l'**Irak** pendant la guerre du Golfe rompre durablement les ponts entre les deux pays.

Khartoum se tourne alors vers les pays fondamentalistes comme l'**Iran**, dont l'aide financière et militaire permettra au régime de remporter d'important succès face aux rebelles dans les années

90, **le Pakistan** dont les banques et les sociétés, adossées à des partenaires asiatiques ou canadiens, prendront pieds au Soudan¹ et, bien sûr, **l'Afghanistan** des talibans avec qui le Soudan se sent une fraternité d'arme dans son soutien au terrorisme international.

On voit ici que les accointances religieuses du Soudan sont à géométrie variable : c'est moins sur des critères spirituels, présents cependant, que sur une sympathie partagée envers l'internationale terroriste que le Soudan a construit ses relations avec le monde arabo-musulman. C'est ainsi que des mouvements populaires, a priori farouchement laïcs, comme les héritiers du nassérisme, les baassistes ou les milieux d'extrême gauche ainsi que des mouvements de défense des peuples arabes opprimés, comme les organisations palestiniennes, se sont retrouvés dans une communauté de pensée avec le Soudan islamique². On a donc vu se dessiner un axe Khartoum-Damas-Bagdad que l'évolution de l'attitude soudanaise ces dernières années semble avoir brisé.

3.4.3. Les relations du Soudan avec l'occident chrétien

Le pragmatisme soudanais s'exprime parfaitement dans ses relations avec le monde chrétien. Il représente à la fois un modèle honni des islamistes qu'il convient de saper de l'intérieur en y encourageant le développement de l'Islam, un motif d'espoir idéologique³ et une source de capitaux qu'il faut capter au prix de concessions calculées.

Avec les Etats-Unis, la relation est, depuis quarante ans, marquée par la méfiance. Toujours empreinte de religiosité, l'attitude de Washington, fortement influencée par les groupes de pression chrétiens, a toujours été sévère avec le pouvoir central soudanais responsable des exactions anti-chrétiennes. Le pouvoir islamique et son soutien au terrorisme international a naturellement exacerbé cette défiance : on se rappelle qu'en 1993 le Soudan a été désigné par l'Oncle Sam comme un des « Etats commanditaires du terrorisme » et comment, après les attentats du 7 août 1998 contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar-es-Salam⁴, le Soudan a été « puni » avec, sans doute, une certaine précipitation. Un début de négociation entre les deux pays s'est engagé depuis l'année 2000, d'une part sous l'impulsion du général Bachir qui, s'étant défait d'Hassan el-Tourabi, cherche à se refaire une virginité internationale et d'autre part sous la pression du lobby pétrolier américain

¹ En 1992, c'est le consortium pakistano-canadien Arakis Energy Corporation qui prend le relais de Chevron à El Muglad (cf « Rapport GA 23 : compte rendu de la visite au Soudan du groupe Sénatorial France-Soudan du 6 au 12 juin 1998 », <http://www.senat.fr/ga/ga-023/ga-023.html>, 240 Ko)

² LAMCHICHI Abderrahim, *Géopolitique de l'Islamisme*, L'Harmattan, 2001, p.147

³ « la solution, l'unité (d'une internationale islamiste), nous viendra sans doute de l'islam d'Europe » espérait Hassan el-Tourabi en 1996. Cité in *Le Point* n° 1526 du 14 décembre 2001, P. 16

⁴ 224 morts dont 12 américains, 5000 blessés. Les Etats-Unis voient la main du Soudan derrière ces attentats et réagissent en détruisant une « usine de gaz toxique » dans la banlieue de Khartoum

qui lorgne sur les fabuleuses réserves du Soudan et qui a l'oreille du président Bush. Bachir a ainsi affiché une volonté de coopérer à la lutte anti-terroriste et accepté sur son sol depuis l'été 2000 une mission du FBI ; après les attentats du 11 septembre 2001, Khartoum se plie aux demandes américaines et arrête trente extrémistes dont les noms lui sont fournis. En contrepartie, les Etats-Unis ne s'opposent pas à la levée des sanctions de l'ONU qui frappaient le pays depuis 1995. Chaque pays garde pourtant le verbe haut : le sénat américain dénonce en mars 2001 « l'Etat du monde abusant de la manière la plus flagrante le droit au libre exercice de la religion de son choix » tandis que Bush parle d'« une zone de désastre pour tous les droits de l'homme » et déclare « depuis près de deux décennies, le Soudan mène une brutale et honteuse guerre contre son propre peuple. Ce n'est pas juste et cela doit cesser »¹. Après le début des opérations américaines en Afghanistan, le Soudan réclame la fin de « cette guerre contre un pays musulman » qui « ne peut constituer un moyen efficace pour combattre la violence »². Ainsi, si le dialogue est renoué entre les capitales, il est encore trop tôt pour parler de rapprochement ou de réchauffement de leurs relations : mais la lutte anti-terroristes associée aux intérêts économiques devrait accentuer la détermination américaine à s'impliquer dans le règlement du conflit soudanais en sacrifiant un certain idéal messianique sur l'autel de la real politik...

L'Europe, elle, a suspendu dès 1990 son aide au développement en faveur du Soudan au titre des accords de Lome et n'accorde plus qu'une aide humanitaire destinée aux populations civiles du Sud. Elle a multiplié les démarches pour condamner les violations droits de l'homme et le conseil de l'Union a décidé un embargo sur les armes en 1994. Cependant, cette même année, alors que les combats redoublaient dans le Sud du Soudan, les membres de l'Union Européenne d'engageaient un « dialogue franc » avec les autorités soudanaises sur tous les points politiques et humanitaires qui préoccupent la communauté internationale. Il était simultanément décidé de poursuivre les contacts avec les factions du Sud dans l'intérêt de la paix. Le maintien d'un contact officiel a joué certainement en faveur de l'implantation des compagnies pétrolières européennes au Soudan. Aujourd'hui, l'Europe, et notamment la **France** dont les relations suivies avec le Soudan ont été stoppées net avec la prise de pouvoir par les islamistes³, suit cette démarche. Alors que les relations internationales du Soudan connaissent une certaine embellie, Paris profite de son rôle de président du Conseil de Sécurité lors de la levée des sanctions pour se replacer en position avantageuse vis à vis du pays qu'elle est prête à accueillir dans l'Organisation de la Francophonie. Cette attitude

¹ Cité in REMY Jean-Philippe et SMITH Stephen, « Une dictature islamiste avec laquelle Washington a décidé de négocier », *Le Monde* du 27 octobre 2001

² REMY Jean-Philippe, « Les bombardements en Afghanistan provoquent la colère en Afrique de l'Est », *Le Monde* du 10 octobre 2001.

³ Il faut cependant rappeler que le terroriste Carlos a été livré à la France par le Soudan en août 1994 : le régime affichait ainsi une bonne volonté de façade dans la lutte anti-terroriste.

pragmatique laisse sans réponse des questions légitimes : « on fait la guerre pour le droit au Kosovo et, après avoir discrètement soutenu sa candidature au conseil de sécurité, on s'apprête à accueillir dans la Francophonie un régime qui mène une sale guerre, reconduit l'état d'urgence et une législation d'exception. On est en droit d'exiger mieux de la France » déplore Roland MARCHAL, chercheur au CNRS et spécialiste de la Corne de l'Afrique, dans *Le Monde* du 10 décembre 2001. Peut-elle faire moins sans risquer d'être exclue de ce nouvel eldorado pétrolier ?

Le Canada semble se poser moins de question : il est au premier plan de l'industrie pétrolière au Soudan, en général associé à des entreprises asiatiques.

Le Vatican enfin mène avec sa traditionnelle et discrète efficacité sa diplomatie au Soudan. Dès l'accession à l'indépendance, les relations entre les deux états sont tendues : en 1957, les écoles chrétiennes au Sud Soudan sont nationalisées et l'islamisation commence. Avec l'arrivée au pouvoir de Nimeiri, des relations diplomatiques sont établies entre les deux états et une délégation du Vatican s'installe à Khartoum en 1969. Elle est élevée au rang d'ambassade en 1972 tandis qu'une ambassade soudanaise est établie près le Saint Siège. Le Vatican n'aura de cesse de renforcer l'église locale et de lui donner une représentativité nationale grâce à une identité propre. C'est ainsi qu'un soudanais devient archevêque de Khartoum en 1981 et que Jean Paul II donne ensuite des saints au Soudan : Joséphine Bakhita, bienheureuse depuis 1992, est canonisée en 2000 et Daniel Comboni est béatifié en 1996. On notera que Joséphine Bakhita est originaire du Darfour, ancien sultanat noir depuis longtemps islamisé : on peut y voir un signe de l'humour de l'Esprit Saint ou une preuve de l'habileté de la diplomatie vaticane... Le voyage du Pape au Soudan en 1993 montrait également son intérêt pour le pays et permettait au régime soudanais d'afficher son ouverture : on sait combien elle est de façade puisque la répression anti-chrétienne est allé s'amplifiant dans les années qui suivirent.

3.4.4. La redécouverte de l'Asie

On se rappelle que les antiques royaumes soudanais ont su profiter de leur position géographique au carrefour de l'Occident et de l'Orient pour bâtir leur fortune et leur puissance. C'est donc un retour au source qu'a opéré le pouvoir soudanais lorsque, isolé sur la scène internationale, il s'est ouvert sur l'Asie pour y trouver les soutiens, les capitaux et le potentiel industriel qui lui faisaient défaut.

Une ambassade a été ouverte en **Corée** à la fin des années 90 ; **la Chine** est devenu un partenaire privilégié du Soudan avec qui elle a de nombreuses coopérations bilatérales et Monsieur Ji Pei Ding, adjoint au ministre chinois des affaires étrangères, a effectué une visite remarquée à

Khartoum en 1998 ; **la Malaisie** s'est posé en allié de fait du Soudan en 1997 quand le Front Monétaire International était sur le point de suspendre son aide au Soudan. Ces pays en ont tiré les dividendes en occupant une position de pointe dans l'exploitation du pétrole soudanais.

Ainsi, les intérêts pétroliers ont tracé un axe Toronto-Khartoum-Kuala Lumpur-Pékin qui apparaît notamment dans le consortium Greater Nile Petroleum Operating Company créée en 1997 pour l'exploration, l'aménagement et l'exploitation de nombreux sites. Le gouvernement soudanais y est présent à hauteur de 5%, la société canadienne Arakis à 25%, la Petronas/Caliganri malaise à 30% et les chinois à 40%.

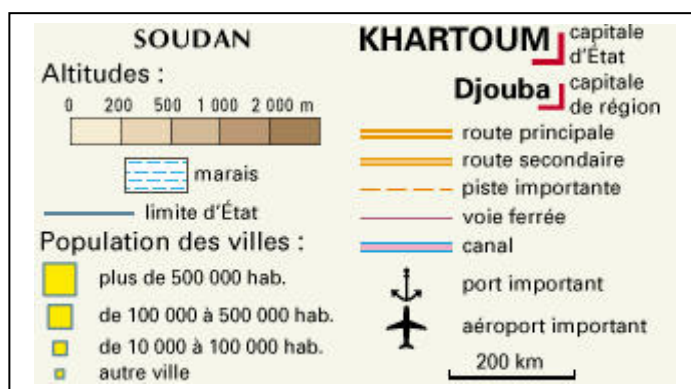
On le voit, le fait religieux semble bien absent de ces coopérations où seul compte le besoin d'argent et l'odeur du pétrole. Notons toutefois que cette ouverture n'est devenue indispensable qu'à cause des brouilles américano-soudanaises dues, elles, à des motifs idéologiques largement soumis aux groupes de pression d'inspiration religieuse, qui ont empêché les compagnies américaines comme Chevron de mener librement leurs activités au Soudan.

CONCLUSION

Le Soudan est situé sur une faille de la tectonique des plaques religieuses africaines. La plaque islamique pousse au sud depuis quatorze siècles le long de la vallée du Nil. Elle a rencontré au Soudan deux plaques statiques largement superposées : la plaque noire et la plaque chrétienne. Comme en sismologie, elle a progressé par à-coups, au rythme des obstacles naturels, donnant à chaque fois naissance à des éruptions de violence. Elle s'est d'abord heurté aux cataractes que les pistes ont permis de contourner ; puis aux marais maintenant en voie d'assèchement virtuel grâce aux armements modernes et à l'aviation en particulier. Elle butte encore sur la montagne et la forêt qui permettent aux populations du Sud Soudan de rester le verrou de l'Afrique de l'Est au prix d'une guerre violente qui dure maintenant depuis près de 50 ans. Le pétrole, en faisant entrer en scène les Etats-Unis, est un catalyseur puissant qui risque d'accélérer le processus en cours : sera ce vers un point d'équilibre ou cela fera-t-il sauter le verrou ?

ANNEXE I

CARTE DU SOUDAN



Source : encyclopédie Yahoo
 (http://fr.encyclopedia.yahoo.com/articles/c/cl_859_p1.html)

ANNEXE 2

LES SAINTS DU SOUDAN¹

Sainte Joséphine Bakhita

Bakhita est née à Olgossa, village du Darfour (Ouest du Soudan) en 1869. En 1875, elle est prise en esclavage et vendue plusieurs fois. En 1883, elle est rachetée par le Consul d'Italie. Par la suite elle va en Italie. Le 9 janvier 1890, elle reçoit le baptême et fait sa première communion. Après avoir fait son noviciat chez les sœurs Canosiennes (Sœurs de la Charité), elle prononce ses premiers vœux en 1896. Elle meurt le 8 février 1947. Le Pape Jean Paul II la béatifie le 17 mai 1992 à Saint Pierre de Rome. Elle est canonisée le 1er octobre 2000.

Bienheureux Daniel Comboni

Daniel Comboni est né à Limone (Italie) en 1831. Il est ordonné prêtre en 1854. Trois ans après il part pour le Soudan. Il deviendra en 1877 Evêque de Khartoum où il est décédé le 10 octobre 1881. Il a fondé deux ordres missionnaires : les Missionnaires Comboniens et l'Institut des Missionnaires Comboniennes. Il donne sa vie à un projet qui a pour but de "*sauver l'Afrique par l'Afrique*". Il dépense toute son énergie pour les Africains et il se bat pour l'abolition de l'esclavage. Le 17 mars 1996, il est béatifié par le Pape Jean Paul II à Saint Pierre de Rome. Sa fête est célébrée le 10 octobre.

¹ Extrait du site officiel de l'église du Soudan : <http://www.eglisesoudan.org>

ANNEXE 3

RESOLUTIONS 1044, 1055 ET 1070 DE L'ONU¹

L'attentat contre le président égyptien Hosni Moubarak le 26 juin 1995 a été l'origine d'une série de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

La résolution 1044, adoptée à l'unanimité le 30 janvier 1996 a condamné les menées terroristes du régime et lui a enjoint de livrer trois des auteurs présumés de l'attentat qui ont trouvé refuge sur son territoire.

Faute de réponse satisfaisante, des sanctions à caractère diplomatique sont décidées par la résolution 1054 du 26 avril 1996 (abstention de la Chine et de la Russie) qui stipule que « tous les Etats prendront des mesures pour restreindre l'entrée des membres du gouvernement soudanais et des membres des forces armées soudanaises sur leur territoire, ainsi que le transit par ce territoire ». En conséquence, tous les Etats ont réduit leur personnel diplomatique et restreint le nombre de visas délivrés aux personnalités officielles.

Enfin, une troisième résolution (1070) votée le 16 août 1996 a décidé un embargo aérien contre la compagnie Sudan Airways, en dépit des vives réticences du résident coordinateur des Nations Unies à Khartoum, qui craignait qu'un tel embargo ait des conséquences humanitaires dramatiques pour les populations du Sud Soudan. Le débat au Conseil de Sécurité sur la mise en œuvre de l'embargo, engagé le 22 janvier 1997, s'est enlisé en raison des divergences entre la France et les Etats-Unis au sujet de la durée et des modalités de reconduction des sanctions.

¹ Extrait du rapport GA 23 : *compte rendu de la visite au Soudan du groupe Sénatorial France-Soudan du 6 au 12 juin 1998* », <http://www.senat.fr/ga/ga-023/ga-023.html>, 240 Ko.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- BALANCIE Jean-Marc et de la GRANGE Arnaud, *Mondes rebelles*, Michalon, 2001
- CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses, 2001
- De PAMBOL Xavier, *Les Nation du Prophète*, Fayard, 1993
- GRIMAUX Thomas, *La force de la croix*, AED, 1999
- KEPEL Gilles, Jihad, *Expansion et déclin de l'islamisme*, Gallimard 2000
- La Bible, traduction œcuménique (livre d'Isaïe, de Josué, de Job, des Psaumes, des Nombres, Cantique des cantiques, Actes des apôtres)
- LAMCHICHI Abderrahim, *Géopolitique de l'islamisme*, L'Harmattan, 2001
- LUGAN Bernard, *Atlas Historique de l'Afrique des origines à nos jours*, Editions du rocher, 2001
- MARCHAL Roland, « Bilan de l'année / Soudan », in *L'Etat du Monde 2002*, La Découverte, 2001
- OSTROWSKI Zygmunt, *Soudan, les coulisses d'une guerre oubliée*, L'Harmattan, 2001
- THUAL François, *Contrôler et contrer*, Paris, Ellipses, 2000

ARTICLES DE REVUES

- BARROUHI Abdelaziz, « Le rêve de paix s'est-il envolé ? », *Jeune Afrique / L'intelligent* n°2147 du 10 mars 2002
- GASCON Alain, « La guerre 'discrète' du Soudan », *LIMES Revue française de géopolitique*, n°3 de 1997.
- LOCHON Christian, « Soudan : l'héritage », *Géopolitique* n° 10 de juillet 1985
- LUGAN Bernard et GRIMAUX Thomas, « Sud Soudan : un demi-siècle de guerre », *L'Afrique Réelle* n°29, automne 2000

ARTICLES DE PRESSE

- Agence France Presse, dépêche publiée dans *Le Monde* du 21 mars 2002.
- Agence Reuters, dépêche du 30 décembre 2002
- C.M., « L'Islam radical en Europe », *Le Point* n° 1526 du 14 décembre 2001
- CONTI Paolo, « On a retrouvé l'Arche perdue », *Courrier International* n°583 du 3 au 9 janvier 2002 (d'après un article paru dans le « Corriere della Sera »).

- KELLEY Kevin J. et RWAMBALI Faustin, « La Corne de l’Afrique dans le collimateur de Washington », *Courrier International* du 6 décembre 2001 (d’après un article paru dans *The East African*)
- LAURENT Annie, « Soudan, épuration au nom de la foi », *Valeurs Actuelles* du 28 avril 2000
- LAURENT Annie, « Soudan, le martyr et l’espérance », *Famille Chrétienne* n° 1260 du 9-15 mars 2002
- LORIEUX Claude, « Rapprochement entre Khartoum et Washington », *Le Figaro* du 8 octobre 2001
- NAIM Mouna « Le Soudan Islamiste sort de son isolement », *Le Monde* du 2 février 2000
- NAIM Mouna, « La lutte contre le terrorisme ne doit pas servir de prétexte pour opprimer des peuples innocents » (interview de M.O.Ismail, ministre des affaires étrangères du Soudan), *Le Monde* du 29 octobre 2001
- NAIM Mouna, « Le Soudan veut convaincre la communauté internationale des progrès réalisés depuis deux ans », *Le Monde* du 27 octobre 2001.
- PENINO Jean-Louis, « Un redéploiement stratégique dans la Corne de l’Afrique », *Le Monde Diplomatique* du 21 décembre 2001
- REMY Jean-Philippe et SMITH Stephen, « Une dictature islamiste avec laquelle Washington a décidé de négocier », *Le Monde* du 27 octobre 2001
- REMY Jean-Philippe, « Les bombardements en Afghanistan provoquent la colère en Afrique de l’Est », *Le Monde* du 10 octobre 2001.
- SMITH Stephen, « La guerre au Soudan, ‘1,9 million de mort...’ », *Le Monde* du 10 avril 2001
- TUQUOI Jean-Pierre, « Le Soudan s’efforce de faire oublier sa réputation d’Etat terroriste », *Le Monde* du 3 octobre 2001
- YASSINE Moawwiya et FAHL AHMAD Mohammad, « Les bonnes affaires de Ben Laden au Soudan », *Courrier International* n°572 du 18-24 octobre 2001 (d’après un article paru dans *Al Wasat*)

SOURCES INTERNET

- Afrique Plurielle, <http://Afriquepluriel.ch/soudan-b.htm>
- Encyclopédie Yahoo, http://fr.encyclopedia.yahoo.com/articles/cl/cl_859_p1.html
- LECLERC Jacques, « Soudan », dans *l’aménagement linguistique du monde*, Québec, TFLQ, Université Laval, 17 décembre 2001, <http://www.tflq.ulaval.ca/ca/axl/afrique/soudan.htm>, février 2002.

Rapport GA 23, « *Compte rendu de la visite au Soudan du groupe Sénatorial France-Soudan du 6 au 12 juin 1998* », <http://www.senat.fr/ga/ga-023/ga-023.html>, 240 Ko.
Site officiel de l'église du Soudan : <http://www.eglisesoudan.org>

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| INTRODUCTION | 1 |
| PREMIERE PARTIE : REPERES GEOGRAPHIQUES | 2 |
| 1.1. TROIS ENSEMBLES GEOGRAPHIQUES | 2 |
| 1.2. ROUTES ET OBSTACLES | 3 |
| 1.2.1. <i>Le Nil et les cataractes</i> | 3 |
| 1.2.2. <i>Les marais et la mouche Tsé-Tsé</i> | 3 |
| 1.3. LES SOUDANAIS : DIVERSITE ET PARTICULARISME | 4 |
| 1.3.1. <i>Les peuples du Nord et du Centre</i> | 4 |
| 1.3.2. <i>Les peuples du Sud</i> | 5 |
| DEUXIEME PARTIE : UNE HISTOIRE FAÇONNEE PAR LES RELIGIONS | 7 |
| 2.1. DE L'ANTIQUITE A LA CONQUETE MUSULMANE | 7 |
| 2.1.1. <i>Les conquêtes de l'ancienne Egypte</i> | 7 |
| 2.1.2. <i>Les premiers royaumes chrétiens soudanais</i> | 7 |
| 2.2. DE LA CONQUETE MUSULMANE A L'INDEPENDANCE | 9 |
| 2.2.1. <i>La péninsule arabe s'étend au Nord Soudan</i> | 9 |
| 2.2.2. <i>La conquête égyptienne et la révolution mahdiste, ciment social du Nord</i> | 9 |
| 2.2.3. <i>Le condominium anglo-égyptien</i> | 11 |
| 2.2.4. <i>Le Soudan à la veille de l'indépendance</i> | 12 |
| 2.3. LE SOUDAN CONTEMPORAIN | 13 |
| 2.3.1. <i>De l'indépendance à 1972 : la première guerre civile</i> | 13 |
| 2.3.2. <i>1972 – 1983 : la non guerre</i> | 15 |
| 2.3.3. <i>1983-1999 : Le Soudan, pays islamique</i> | 16 |
| 2.3.4. <i>La situation actuelle</i> | 22 |
| TROISIEME PARTIE : LE FAIT RELIGIEUX INDISSOCIABLE DE LA GEOPOLITIQUE SOUDANAISE | 25 |
| 3.1. L'IDENTITE SOUDANAISE | 26 |
| 3.2. LES AFFAIRES INTERIEURES | 27 |
| 3.2.1. <i>Les partis politiques</i> | 27 |
| 3.2.2. <i>La guerre civile</i> | 28 |
| 3.3. L'ECONOMIE | 29 |
| 3.4. LES RELATIONS ETRANGERES | 30 |
| 3.4.1. <i>Les relations du Soudan avec ses voisins</i> | 30 |
| 3.4.2. <i>Les relations du Soudan avec le monde musulman</i> | 32 |
| 3.4.3. <i>Les relations du Soudan avec l'occident chrétien</i> | 33 |
| 3.4.4. <i>La redécouverte de l'Asie</i> | 35 |
| CONCLUSION | 37 |
| ANNEXE I : <u>CARTE DU SOUDAN</u> | 38 |
| ANNEXE 2 : <u>LES SAINTS DU SOUDAN</u> | 39 |
| ANNEXE 3 : <u>RESOLUTIONS 1044, 1055 ET 1070 DE L'ONU</u> | 40 |
| BIBLIOGRAPHIE | 41 |
| TABLE DES MATIERES | 44 |